



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 DÉCEMBRE 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SATURDAY, 18TH DECEMBER, 1937.

AVIS IMPORTANT

Le samedi 25 décembre 1937 et le samedi 1er janvier 1938 prochains étant des jours non juridiques, la publication de la Gazette officielle de Québec, pour chaque semaine, sera devancée d'une journée.

En conséquence, les documents, etc., pour ces deux éditions, devront parvenir au Bureau de l'Imprimeur du Roi pour le mercredi à midi.

IMPORTANT NOTICE

Saturday, 25th of December, 1937, and Saturday, 1st of January, 1938, next being two non-judicial days, consequently the Quebec Official Gazette will be published, each week, on the preceding day.

Therefore notices, etc., for these issues should reach the Office of the King's Printer not later than Wednesday noon.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre, le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,

Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

5817-45-9-o

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House.

5818-45-9-o

Lettres Patentes

"Barry Lake Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre, 1937, constituant en corporation: Alfred Savard, C.R., Jules Savard, avocat, Margaret Hackett, fille majeure, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

(a) Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

(b) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit: les vendre ou autrement en disposer.

(c) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés;

Letters Patent

"Barry Lake Mining Company Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1937, incorporating: Alfred Savard, K.C., Jules Savard, Attorney at Law, Margaret Hackett, spinster, all of the City of Quebec, for the following purposes:

(a) Prospect and explore for mines and minerals;

(b) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

(c) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

(d) Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(e) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (c. 80), en la manière y prescrite.

(f) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou pour ses employés et ouvriers;

(g) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations ou pour transporter ses produits;

(h) Recevoir en paiement de minerais, de terrains ou droits miniers, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière et les garder ou en disposer;

(i) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'une compagnie constituée en vertu de cet article peut exercer et les payer, en tout ou en partie, si on le désire par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges y afférentes;

(j) Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour les actions de son capital, sous le nom de "Barry Lake Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de un million de dollars (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, chambre 207, 71, rue St-Pierre, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6505

Sous-secrétaire de la province.

(d) Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, waterpowers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(e) Exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (c. 80) in the manner therein prescribed;

(f) Manufacture, buy and sell all kinds of goods merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(g) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(h) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment of minerals, lands, merchandise or works;

(i) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

(j) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the said company shall incur no responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the shares of its capital stock, under the name of "Barry Lake Mining Company Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Québec, room 207, 71 St. Peter St., in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6506-o

Under Secretary of the Province.

"Granby Drive Yourself Company Limited". "Granby Drive Yourself Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre 1937, constituant en corporation: Jean-Marie Saurette, et Albert Saurette, commerçants, Hubert Saurette, rentier, tous trois de la cité de Granby, district de Bedford, dans les buts suivants:

Faire le commerce de louage d'automobiles ou de camions soit à tant le mille parcouru, à tant de l'heure, à tant de la semaine, à tant du mois;

Faire le commerce d'achat et de vente d'automobiles et de camions neufs ou usagés, ainsi que les accessoires et pièces de rechange non usagés ou usagés;

Acquérir soit par paiement en argent ou par action de la compagnie le commerce actuellement exploité par Jean-Marie Saurette faisant affaires sous le nom de Granby Drive Yourself Company Registered;

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1937, incorporating: Jean-Marie Saurette, and Albert Saurette, traders, Hubert Saurette, annuitant, all three of the city of Granby, district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the business of renting automobiles or trucks, either per mile covered, or by the hour, by the week, or by the month;

To carry on the business of buying and selling new or used automobiles and trucks, as well as the accessories and new or used spare parts;

To acquire either by payment in cash or shares of the company the business actually carried on by Jean-Marie Saurette carrying on business under the name of Granby Drive Yourself Company Registered;

Exercer tout autre genre de commerce et d'affaires que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec son commerce;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, à quelque titre que ce soit, des immeubles, établissements, usines, ateliers, et l'outillage nécessaire pour l'exploitation du commerce de la compagnie, et même pour fins de spéculation et de rapport; les vendre, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner de quelque manière que ce soit pour le développement et l'avantage de l'exploitation industrielle et commerciale de la compagnie, et en payer le prix et la valeur en argent ou en actions acquittées de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie. En un mot faire le commerce des immeubles, les vendre, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner, en payer le prix et la valeur en argent, ou en actions acquittées de la compagnie, ou partie en argent et partie en actions acquittées de la dite compagnie; donner et recevoir quittance et main-levée d'hypothèque et de tous autres droits, avec ou sans considération;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, en deniers comptants ou en actions acquittées de la compagnie;

Etre facteur, agent ou représentant pour toute personne, société, ou corporation, dans tous genres de commerce et d'industrie;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnie légalement constituées;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire ou non, et en devenir actionnaire;

Emprunter sous le crédit de la compagnie toute somme d'argent qui lui sera nécessaire pour les fins de son entreprise, hypothéquer, pour garantir tout emprunt, tout ou partie de son actif, dividendes ou autres valeurs;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Accepter du capital, des actions, des débentures, des hypothèques ou d'autres valeurs d'aucune compagnie en paiement partiel ou intégral des services rendus, d'aucune vente faite, de dette due par aucune autre compagnie, et agir comme actionnaire de ces compagnies;

Exploiter un ou des garages et entrepôts, pour remiser toutes espèces de véhicules et toutes sortes de marchandises et effets;

Ouvrir des magasins et succursales pour la vente et l'échange de toutes sortes de véhicules et leurs accessoires, en gros ou en détail, ainsi que tous autres articles qui peuvent faire l'objet d'un commerce;

Généralement faire toute chose qui se rattache ou est appropriée à la réalisation des objets précités;

Citer et comparaître, tant en demande qu'en défense, devant tous les tribunaux;

Traiter et composer avec toute personne, société et compagnie relativement à toute dette ou somme d'argent, qui lui sera due, accorder toute remise, atternolement, quittance avec ou sans réduction, selon que la compagnie le jugera convenable;

Faire des règlements qui seront jugés utiles et nécessaires pour l'administration de la compagnie, sous le nom de "Granby Drive Yourself Company Limited", avec un capital total de

To carry on any other kind of business and industry which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business.

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, under any title whatsoever, immovables, establishments, plants, workshops, and the equipment necessary for the operation of the business of the company, and likewise for the purposes of speculation and revenue; to sell, exchange, hypothecate or otherwise alienate the same in any manner whatsoever for the development and advantage of the industrial and commercial operation of the company, and to pay or give value for the same in cash or paid-up shares of the company or partly in cash and partly in paid-up shares of the company. In one word to deal in immovables, to sell, exchange, hypothecate or otherwise alienate the same, to pay the price or value therefor in cash, or in paid-up shares of the company, or partly in cash and partly in paid-up shares of the said company; to give and receive discharge and *main-levée* of hypothec and any other rights, with or without consideration;

To pay for services rendered to the company or required by it, in cash or paid-up shares of the company;

To act as factor, agent or representative for any person, partnership or corporation in any kind of business and industry;

To purchase, accept in payment, possess or sell shares in other lawfully incorporated companies;

To promote any other subsidiary or other company, and to become a shareholder thereof;

To borrow on the credit of the company any sum of money that may be necessary for the purposes of its business, to hypothecate, as the security for any loan, the whole or part of its assets, dividends or other securities;

To invest the moneys of the company not immediately required in the manner that may be determined from time to time;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue checks, promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To accept stock, shares, debentures, hypothecs or other securities of any company in full or part payment for services rendered, sale made, debt due by any such other company and to act as shareholder of such company;

To operate one or more garages and warehouses, for the storage of all kinds of vehicles and all kinds of merchandise and wares;

To open stores and branches for the sale and exchange of all kinds of vehicles and their accessories, wholesale or retail, as well as all other articles which may form the object of a business;

Generally to do all things which are incidental to or conducive to the attainment of the foregoing objects;

To summon and appear, both as plaintiff and as defendant, before any of the Courts;

To treat and compromise with any person, firm and company relating to any debt or sum of money which may be due to it, grant any delay, compromise, settlement with or without reduction, as the company may deem fit;

To make by-laws that may be deemed useful and necessary for the management of the company under the name of "Granby Drive Yourself Company Limited", with a total capital stock

cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sweetsburg, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1937.

* JEAN BRUCHESI,

6507-o Sous-secrétaire de la Province.

of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sweetsburg, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6508 Under Secretary of the Province.

"Le Cercle d'Affaires de Val d'Or—Vald'Or Business Club".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1937, constituant en corporation sans capital-actions: Gustave Garneau, avocat, Ludger Bélanger, tavernier, Jean Miquelon, avocat, Bernard J. Flynn, agent d'assurance et secrétaire de la commission scolaire de Val d'Or, Jean Matton, médecin, tous de Val d'Or, district d'Abitibi, dans les buts suivants:

1. Former une association ou club dans le but de récréation, d'amusement pour le corps et l'esprit avec pouvoir d'obtenir un permis pour la vente ou la garde, pour ses membres, de bières et vins et aussi autres boissons alcooliques conformément aux lois de la province;

2. De prendre ou d'acheter tout autre entreprise de club ayant les mêmes fins que cette corporation et de faire à ce sujet tous les arrangements qui peuvent être requis;

3. Bâtir, acheter, louer, hypothéquer tout immeuble qui peut être requis pour les fins du club;

4. Signer, faire, accepter, escompter des lettres de change et autres effets négociables;

5. De charger des honoraires d'initiation, des contributions ou autres aux membres ou de toute autre personnes sur garantie telle et sous telles conditions qui peuvent sembler bonnes;

6. De donner à leur membres tous les avantages, privilèges, commodités et accommodations habituels d'un club;

7. D'acquérir toute propriété personnelle que ledit club peut trouver avantageux de posséder et de revendre telle propriété personnelle dont ils peuvent ne pas avoir besoin pour les fins du club;

8. Détenir des actions ou part dans d'autres compagnies et clubs ayant des fins identiques en tout ou en partie à celles de ce club;

9. De faire des négociations et arrangements avec les conseils municipaux ou autres autorités dans le but d'obtenir des privilèges ou contrats qui peuvent aider aux intérêts du club;

10. De maintenir et construire un restaurant, salle à manger et table de rafraichissements pour les membres du club;

11. Avoir le pouvoir de construire, promouvoir et organiser un club de "hockey" ou de "base-ball", un champs de golf, un tennis, des allées de quilles, des salles de billard, une piscine, des combats de lutte et de boxe et des sports de toute sorte pour le bénéfice du club et ses membres et de faire toute chose utile et nécessaire ou jugée avantageuse pour atteindre l'un ou plusieurs des objets ci-énumérés ou qui peut de temps à autre être jugé utile, nécessaire ou avantageuse, pour le bénéfice de la corporation; comme propriétaire ou comme partie intéressée en aucune propriété;

12. Promouvoir et protéger le développement des arts, sciences et lettres, donner des conférences, adresses, concerts, représentations théâ-

"Le Cercle d'Affaires de Val d'Or—Vald'Or Business Club".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1937, to incorporate as a corporation without share-capital: Gustave Garneau, advocate, Ludger Bélanger, tavernkeeper, Jean Miquelon, advocate, Bernard J. Flynn, insurance agent and secretary of the School Commission of Val d'Or, Jean Matton, physician, all of Val d'Or, district of Abitibi, for the following purposes:

1. To form an association or club for the recreating and amusement of both body and mind with power to obtain a license for the sale or keeping, for its members, of beer and wine and also other alcoholic liquors in conformity with the laws of the Province;

2. To take or to purchase any other club having the same objects as the present corporation and for such purpose to make any arrangements which may be required;

3. To build, purchase, lease, hypothecate any immovable which may be required for the purposes of the club;

4. To sign, make, accept, discount bills of exchange and other negotiable documents;

5. To charge initiation fees, contributions or the like to members or to any other persons upon such security and upon such conditions as may be deemed expedient;

6. To furnish their members all the usual advantages, privileges, commodities and accommodations of a club;

7. To acquire any personal property which the said club may deem advantageous to possess and to resell such personal property which it may not require for the purposes of the club;

8. To hold shares or stock in other companies and clubs having objects similar in whole or in part to those of the present club;

9. To enter into negotiations and arrangements with municipal councils or other authorities for the purpose of securing any privileges or contracts that may promote the interests of the club;

10. To maintain and build a restaurant, dining-room and refreshment booth for the members of the club;

11. To further have power to build, promote and organize a hockey or base-ball club, golf course, tennis courts, bowling alleys, billiard rooms, a swimming pool, wrestling and boxing matches and sports of all kinds for the benefit of the club and its members and to do all things useful and necessary or deemed advantageous for the attainment of one or more of the objects herein enumerated or which may, from time to time, be deemed useful, necessary or advantageous, for the benefit of the corporation; as proprietor of or as interested party in any property;

12. To promote and protect the development of the arts, sciences and letters, to give conferences, lectures, concerts, theatrical representa-

trales et de vues animées, sous le nom de "Le Cercle d'Affaires de Val d'Or—Val d'Or Business Club".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens mobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation est à Val d'Or, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6509-o

Sous-secrétaire de la province.

tions and moving pictures, under the name of "Le Cercle d'Affaires de Val d'Or—Val d'Or Business Club."

The amount to which shall be limited the annual revenues from the moveable properties which the corporation may possess is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Val d'Or, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6510

Under Secretary of the Province.

"Puisac Patin Actions Co. Ltée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1937, constituant en corporation: François Pelland, journalier, Daniel Dupuis, et Lucien Aubin, barbiers, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, fabriquer, financer, acheter, vendre, commercer, processer, modifier, traiter, exploiter, importer, exporter, patins à actions, machineries, fer, acier, aluminium, cuivre et tous les autres métaux se rapportant au but de la compagnie;

2. Acheter, vendre, céder ou transférer, louer à bail ou autrement, acquérir, exploiter, terrains, commerces, compagnies, propriétés, manufactures, usines, machineries, inventions, équipement, outillage, le tout se rapportant aux buts de la compagnie;

3. Demander, obtenir, enregistrer, acheter, vendre, assigner, céder, transférer, louer ou autrement disposer de toutes marques de commerces, formules, brevets pour les fins de la compagnie;

4. Et généralement d'exploiter, de commencer, d'acheter, de vendre, de louer, d'hypothéquer, de céder, transférer ou transporter tout métal brut ou autrement, terrain, concession, propriété, manufacture, comme tout ce qui a rapport directement ou indirectement au commerce et à la fabrication des patins à actions et de tous leurs dérivés, sous le nom de "Puisac Patin Actions Co. Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lachine, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de novembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6511-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Puisac Patin Actions Co. Ltée."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1937, incorporating: François Pelland, laborer, Daniel Dupuis and Lucien Aubin, barbers, all of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, make, finance, purchase, sell, deal in, process, improve, treat, operate, import, export, automatic skates, machinery, iron, steel, aluminum, copper and all other metals connected with the object of the company;

2. To purchase, sell, assign or transfer, hire on lease or otherwise acquire, operate, lands, businesses, companies, properties, factories, plants, machinery, inventions, equipment, instruments, the whole in connection with the objects of the company;

3. To apply for, secure, register, purchase, sell, assign, cede, transfer, lease or otherwise dispose of any trademarks, formulae, patents for the purposes of the company;

4. And generally to operate, deal in, purchase, sell, lease, hypothecate, assign, transfer or transport any raw or other metal, land, concession, property, factory, as well as anything else in connected, directly or indirectly with the business and manufacture of automatic skates and all their derivatives, under the name of "Puisac Patin Actions Co. Ltée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Lachine, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6512

Under Secretary of the Province.

"Rambler Hat Mfg. Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre, 1937, constituant en corporation: Samuel Lyon Caplan, notaire, et Isidore M. Bobrove, avocat, de la cité de Montréal, Delle Ann R. Caplan, fille majeure, secrétaire, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce comme marchands en gros et en détail de modes pour dames, chapeaux, bérêts et casquettes pour dames et hommes et toutes sortes de coiffures;

"Rambler Hat Mfg. Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1937, incorporating: Samuel Lyon Caplan, notary, and Isidore M. Bobrove, advocate, of the city of Montreal, Miss Ann R. Caplan, spinster of the full age of majority, secretary of the city of Outremont, for the following purposes:

1. To manufacture, buy, sell, import, export and deal in as wholesale and retail merchants in ladies' millinery, ladies' and men's hats, berets and caps and every kind of headgear;

2. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de marchands en gros et en détail de robes, mantos, habits, vêtements, sous-vêtements, lingerie, vêtements pour hommes, dames et enfants de toute description, merceries, fournitures, gants et mitaines, souliers et toutes sortes de chaussures, articles en cuir et en caoutchouc, garnitures, draps, soies et autres étoffes tissées, fourrures, fleurs artificielles, fougères, emblèmes, plumes, nouveautés, ornements, bijouterie, bonneterie, corsets, cosmétiques, horloges, montres, papeterie, quincaillerie, verrerie, vaisselle, coutellerie, acier, élastique, fil de fer, paille, poinçons métalliques, patrons, dessins, peintures, teintures et autres articles, produits, commodités et accessoires de même nature, nécessaires ou convenables aux fins des opérations et agir comme agents, marchands à commission ou représentants et ouvrir des magasins, manufactures, ateliers, bureaux, entrepôts;

3. Exercer toute industrie semblable, manufacturière ou autre, qui est alliée à ce qui précède et qui semblera à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercée en même temps que l'industrie précitée ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens ou engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou tout autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

6. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Acheter, louer ou autrement acquérir et détenir des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des dits immeubles;

8. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et généralement par toutes sortes de publicités;

10. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

11. Faire toute ou l'une quelconque des choses

2. To manufacture, buy, sell, import, export and deal in as wholesale and retail merchants in dresses, capes, coats, clothing, underwear, lingerie, men's, ladies' and children's wearing apparel of every description, haberdashery, furnishings, gloves and mitts, shoes and every kind of footwear, leather and rubber goods, trimmings, cloths, silk and other fabric textures, furs, artificial flowers, ferns, emblems, feathers, novelties, ornaments, jewellery, hosiery, corsets, cosmetics, clocks, watches, stationery and hardware, glass, crockery, cutlery, steel, elastic, wire, straw, metal dies, patterns, designs, paints, dyes, and other articles, products, commodities and accessories of the same nature necessary or convenient for the purposes of the business and to act as agents, commission merchants or representatives and to open stores, factories, shops, offices, warehouses;

3. To carry on any similar business whether manufacturing or otherwise which is germane to the foregoing and which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right of use, or any secret or any other information as to any invention which may seem capable or being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise to turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit the company;

7. To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof;

8. To sell or dispose of the undertaking of the Company or of any part thereof, for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

9. To adopt means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art and generally all kinds of advertising;

10. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

11. To do all or any of the above things as

précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres; principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

12. Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, sous le nom de "Rambler Hat Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à chambre 310, 37, rue Ste-Catherine-ouest, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6513

Sous-secrétaire de la Province.

12. To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, under the name of "Rambler Hat Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Room 310, 37 St. Catherine St. W., Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6514-o

Under Secretary of the Province

"Standard Flock Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre, 1937, constituant en corporation: Ezra Leithman, Henry-L. Silverstone, Maxwell-A. Schwartz, tous avocats, et tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de bourre, feutre, tissus et rembourrage;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autres) qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

4. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

5. Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou aucun genre d'affaires propre à être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à

"Standard Flock Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1937, incorporating: Ezra Leithman, Henry L. Silverstone, Maxwell A. Schwartz, all advocates, and all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, import, export, buy, sell and otherwise deal in all kinds of flock, felts, textiles and textile stuffings;

2. To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

4. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

5. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or

ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges, et concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

11. Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes ou chemins, voies d'évitement, embranchements de chemin de fer, sur la propriété sous son contrôle pour les seules fins de son industrie et de son commerce, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront susceptibles de promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, à l'amélioration, l'entretien, l'exploitation, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

12. Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

13. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

14. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

15. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, les aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

7. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings on property over which the company has control, and for the sole purpose of its commerce and industry, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

12. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

13. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

14. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes, qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

17. Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, soit pour des deniers ou en retour pour les actions de son capital-actions ou de ses valeurs, vendre ou autrement aliéner des immeubles et propriétés immobilières généralement en tant que requis pour les fins de ses opérations, et aussi placer tout surplus de fonds à la discrétion des directeurs, dans des immeubles ou propriétés immobilières, et les posséder, les détenir, les vendre et autrement en disposer de temps à autre;

18. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débiteures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies ou corporations ou par ces personnes ou par cette dite personne avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires;

19. Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par des circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques;

20. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer ou faire valoir ou autrement faire le commerce en tout ou en partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

22. Faire toutes les choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Standard Flock Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de novembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6515

Sous-secrétaire de la Province.

16. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

17. To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, either for money or in return for shares of its capital stock or its securities, to sell or otherwise dispose of real estate and immovable property generally to the extent required for the purposes of its business, and also to invest surplus funds at the discretion of the directors in real estate or immovable property, and to own, hold, sell and otherwise dispose of the same from time to time;

18. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

19. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art of interest, by publication of books and periodicals;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Standard Flock Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6516-o

Under Secretary of the Province.

"Super Trucking Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre, 1937, constituant en corporation: Charles Coderre, avocat, de la cité d'Outremont, Jacques Patenaude, avocat, et Germaine Deschamps, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le transport de personnes et/ou fret dans tels endroits et/ou entre tels endroits par tous moyens quelconques et de toute manière quelconque que les directeurs jugeront convenables;

Exercer le commerce d'entrepreneurs-voituriers et expéditeurs dans toutes leurs spécialités et tous autres commerces qui peuvent être exercés en rapport avec ceux ou profitables à ceux, et percevoir, recevoir, transférer, transporter et voiturier du bagage, effets, objets, articles, mar-

"Super Trucking Company Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1937, incorporating: Charles Coderre, attorney, of the city of Outremont, Jacques Patenaude, attorney, and Germaine Deschamps, secretary, *filie majeure et usant de ses droits*, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To convey persons and or freight in such places, and or between such places, by whatever means, in whatever manner the directors may deem advisable;

To carry on the business of cartage contractors and forwarders in all its branches and all other businesses that may be carried on in connection therewith or profitable thereby, and to collect, receive, transfer, convey and forward baggage, luggage, goods, wares, merchandises, produce,

chandises, produits et tous articles de commerce et autres effets, et exercer le commerce de charretiers, et voiturier et transporter des passagers; et exercer le commerce de quayers, entreposeurs, gardiens d'entrepôts frigorifiques et bâtir, construire, acquérir, exploiter, maintenir, louer et disposer d'entrepôts et édifices pour fins d'emmagasinage (y compris les entrepôts frigorifiques) bagages et effets personnels, effets, articles, marchandises, grains et céréales de toutes sortes, beurre, fromage et autres articles;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, maintenir, vendre ou autrement disposer de chevaux, engins, véhicules aériens, auto-camions et tous autres véhicules de tous autres genres et descriptions, pour les fins du commerce de la compagnie. Bâtir, construire, acquérir, exploiter, maintenir, louer et ou disposer d'étables, garages, boutiques de réparation, usines, entrepôts, cours, docks, bassins, quais, aérodromes, élévateurs ou entreprises similaires et tous autres moyens de transport avec tous outillages et équipements nécessaires;

Acheter, acquérir, posséder, exploiter, prendre, céder à bail, maintenir, louer ou autrement trafiquer de camions, automobiles, ainsi que de toutes les sortes d'automobiles et de véhicules moteurs, faire affaires généralement comme voiturier privé de louage pour le transport des effets, denrées et marchandises et des personnes, approvisionner, et outiller les propriétaires et opérateurs d'automobiles, de camions-automobiles, et d'autres personnes ou firmes exerçant un commerce totalement ou partiellement semblables à celui de la compagnie, obtenir les services, commodités, renseignements, privilèges, concessions, droits, annonces qu'on croira avantageux à la compagnie ou à ceux qui font des arrangements avec elle;

En rapport avec le dit commerce tenir, exploiter, maintenir et gérer des bureaux, garages, magasins, salles d'expositions, entrepôts ou d'autres locaux semblables pour nettoyer, garder, réparer et prendre soin généralement des camions-automobiles et véhicules moteurs de toutes sortes, espèces et descriptions, ainsi que tous les accessoires afférents et connexes, et trafiquer, vendre, acheter et généralement faire le commerce des autos de toutes espèces et descriptions, des véhicules-moteurs, camions-automobiles, motocycles, moteurs, engins, huiles, du caoutchouc, de la gutta-percha, du cuir, du bois, des matières fibreuses, ainsi que tous automobiles, véhicules-moteurs, camions et autres engins, pièces et accessoires et généralement de tous les articles ou choses qui pourront être avantageux et utiles en rapport avec la réalisation adéquate et féconde des objets de la compagnie;

Acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir, louer, ériger, construire, maintenir, exploiter, vendre, trafiquer de, et d'aucune manière utiliser les bâties, manufactures, machines, garages, entrepôts, ainsi que toutes les propriétés, les droits et privilèges nécessaires ou avantageux en rapport avec aucune des fins ici mentionnées, et acheter, louer ou autrement acquérir tous terrains et biens-fonds nécessaires ou avantageux à l'exercice du commerce ici prévu et, lorsqu'on le jugera à propos, vendre, transférer, louer, ou autrement disposer de toutes propriétés, des terrains et autres biens-fonds;

Agir comme agents pour toute personne ou corporation faisant le commerce de matériaux semblables;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira propre à être convenablement

and all articles of commerce and other effect, to carry on the business of carters, and to carry and convey passengers; to carry on the business of wharfingers, warehouse-men and cold storage warehouse-men, and to build, construct, acquire, operate, maintain, lease and dispose of warehouses and buildings for the purposes of storing (including cold storage) personal baggage and effects, goods, wares, merchandise, grains and cereals of all kinds, butter, cheese and other articles;

To purchase or otherwise acquire, own, maintain, sell or otherwise dispose of horses, traction engines, airships, motor trucks and all other vehicles of all other kinds and description for the purposes of the Company's business. To build, construct, acquire, operate, maintain, lease and or dispose of stables, garages, repair shops, factories, warehouses, yards, docks, dockyards, wharves, airdromes, elevator or similar enterprises and all other facilities for transportation with all necessary plant and equipment;

To buy, acquire, possess, operate, take, give on lease, hold, lease or otherwise deal in trucks, automobiles, as well as all kinds of automobiles and motor vehicles and as private carrier for hire for the transportation of wares, goods and merchandise and passengers, and to supply and equip the proprietors and operators of automobiles, auto trucks and other persons or firms carrying on a business altogether or partly similar to that of the company, to obtain the services, commodities, information, privileges, concessions, rights, advertising it may think profitable to the company or to those making arrangements with the company;

In connection with the said business, to keep, operate, maintain and manage offices, garages, stores, show rooms, warehouses or other similar premises for cleaning, keeping, repairing and generally taking care of auto-trucks and motor vehicles of every kind and description, as well as all the accessories connected therewith and incidental thereto, and to trade in, sell, buy, and generally deal in autos of every kind and description, motor-vehicles, auto trucks, motorcycles, motors, engines, oil, rubber, gutta-percha, leather, wood, fibrous materials, as well as all automobiles, motor-vehicles, trucks and other engines, parts and accessories, and generally in all articles or things which may seem conducive and incidental to the proper and full attainment of the objects of the company;

To buy, lease, or otherwise acquire, to hold, hire, erect, construct, maintain, operate, deal in, sell, and in any way utilize buildings, manufactures, machinery, garages, warehouses, and any and all properties, rights and privileges necessary or convenient in connection with any of the purposes herein mentioned and to buy, lease and otherwise acquire any and all lands and other real estate necessary or convenient to carry on the business herein provided for and, when deemed expedient, to sell, convey, lease or otherwise dispose of any or all of such properties, lands and other real estate;

To act as agent for any person or corporation dealing in similar materials;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently

exercé en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation ou de les rendre profitables;

Louer, vendre, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété foncière ou personnelle, du commerce ou de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, accepter en considération de cette vente, cession ou aliénation, des actions, débentures, actions-débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Prendre part à la gestion, la surveillance ou au contrôle du commerce ou des opérations de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de cette compagnie;

Etablir des agences et succursales;

Demander, acquérir, par cession, transport ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tous permis, pouvoir, autorisations, franchises, concessions, droits, privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer entre les actionnaires de cette compagnie toutes actions, obligations, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer de la manière permise par la Loi des compagnies de Québec ou ses amendements;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et, exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, louer ou autrement acquérir toute ou aucune partie du commerce, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou firme, ou par toute corporation, exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer et les payer en actions totalement ou partiellement acquittées de la compagnie, ou avec des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement et assumer les responsabilités de toute telle personne, firme ou corporation;

Emettre des actions acquittées, obligations ou actions-débentures pour le paiement, soit en tout ou en partie de toutes propriétés réelles ou personnelles, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir et, avec l'approbation des actionnaires pour services rendus ou travail réalisé pour elle, et également émettre telles actions entièrement acquittées, obligations ou débentures en paiement total ou partiel ou échange pour des actions, obligations ou débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce similaire en tout ou en partie, ou connexe au commerce de cette compagnie;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corpora-

carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company, to any person, firm or corporation, and to accept, by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the company;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this Company;

To establish agencies and branches;

To apply for, acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To invest the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of this Company any shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to this Company, or which this Company may have power to dispose of, in any manner allowed by the Quebec Companies Act or amending Acts;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or by any corporation carrying on any business which the Company is authorized to carry on, and to pay therefor in fully paid-up or partly paid-up shares of the Company, or in the bonds, debentures or other securities of the Company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To issue paid-up shares, bonds or debenture stock for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions or other advantages which the Company may lawfully acquire and, with the approval of the shareholders, for services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid-up shares, bonds or debentures in part or fully payment or exchange for the shares, bonds or debentures or other securities of any other company doing a business similar, in whole or in part, or incidental to the business of this Company;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or cor-

tion s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses nécessaires à la formation ou à l'organisation d'icelle;

Faire toutes telles autres choses qui sont, dans l'opinion des directeurs, avantageuses ou nécessaires à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, utiliser, posséder, exploiter, faire connaître, vendre, disposer ou autrement aliéner des marques de commerce, noms de commerce, brevets d'invention, améliorations, et posséder, enregistrer et autrement utiliser pour le commerce de la compagnie, et utiliser, exercer, développer, accorder des permis les concernant, ou autrement faire valoir telles marques de commerce, noms de commerce, brevets, procédés et choses semblables ou toutes telles propriétés ou tous tels droits;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement.

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Super Trucking Company Limited".

Le capital total de la compagnie est divisé en cinq mille (5,000) actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations, sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Les actions seront émises et réparties au prix que les directeurs pourront déterminer;

Le bureau principal de la compagnie sera à 1300, rue Demontigny est, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6517

Sous-secrétaire de la province.

poration engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of, or incidental to the formation or organization thereof;

To do all such other things as are, in the opinion of the directors, incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them;

To apply for, obtain, register, purchase, lease or otherwise acquire, hold, utilize, possess, exploit, make known, sell, dispose of or otherwise alienate trade-marks, trade names, patents of invention, improvements and possess, register and otherwise utilize for the business of the Company, and to utilize, exercise, develop, grant permits in respect of or otherwise turn to account such trade-marks, trade names, patents, processes and similar things or any such property or any such right;

To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the Company, under the name of "Super Trucking Company Limited".

The capital stock of the company is divided into five thousand (5,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be five thousand dollars (\$5,000.00).

Shares shall be issued and allotted at such a price as may be determined by the directors.

The head office of the company will be at 1300 Demontigny Street East, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6518-o

Under Secretary of the Province.

"Victoria Grill Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de novembre, 1937, constituant en corporation: Lawrence Marks, et Myer Gelfand, tous deux avocats, Ruth Horn, fille majeure, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"Victoria Grill Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of November, 1937, incorporating: Lawrence Marks, and Myer Gelfand, both attorneys, Ruth Horn, spinster, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

(a) Exercer le commerce de confiseur, salon de bonbons et rafraîchissements, et marchand de magazines, journaux, et acheter, vendre, importer, exporter, et faire le commerce généralement de gâteaux, bonbons, friandises, fruits, légumes, magazines, journaux, gomme à mâcher, cigares, cigarettes, tabacs et liqueurs douces de toutes sortes, et généralement posséder et exploiter des restaurants;

(b) Entretenir et exploiter des manufactures, cuisines, entrepôts et établissements semblables nécessaires ou incidents à la préparation ou fabrication d'aliments, produits alimentaires et confections qui peuvent servir à ses opérations;

(c) Louer, acheter, ouvrir et exploiter des magasins, ateliers ou toutes propriétés immobilières, des comptoirs dans des magasins à rayons, salles et tous lieux de commerce où les opérations de la compagnie peuvent être exercées;

(d) Acheter et acquérir les biens de toute compagnie, corporation, société ou personne, ou se fusionner avec toute telle firme ou personne se rapportant ou semblable à celui de la présente compagnie en tout ou en partie;

(e) Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, et détenir soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente et céder, transporter ou autrement disposer de ou faire le commerce d'hypothèques, nantissements, balances de prix garanties par privilèges ou autrement, réclamations, conventions d'achats ou de vente et obligations de toute nature et description;

(f) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou qu'une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter des actions de la compagnie, ses obligations, et biens pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(g) Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou arrenter, importer ou exporter et négocier toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins des dits commerces ou communément utilisés ou employés par des personnes engagées dans aucun tel commerce, ou qui sont susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec aucun des dits commerces;

(h) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(i) Acheter, revendre, accepter, prendre, détenir ou vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, debentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou agents que les directeurs nommeront;

(j) Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(k) Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société exer-

(a) To carry on the business of a confectionery, candy and refreshment parlour and restaurant, and of a dealer in magazines, newspapers, and to buy, sell, import, export, and to deal generally in cakes, candies, sweets, fruit, vegetables, magazines, newspapers, chewing-gum, cigars, cigarettes, tobaccos and soft drinks of all kinds, and generally to own and operate restaurants;

(b) To maintain and operate factories, kitchens, warehouses and similar establishments necessary or incidental to the preparation or manufacture of the foods, foodstuffs and confections required for use in its business;

(c) To lease, buy, open and operate stores, shops or any immoveable property, counters in department stores, booths and all places of business where the business of the Company may be carried on;

(d) To purchase and acquire the assets of any company, corporation, partnership or person, or to amalgamate with any such firm or person connected with or similar to that of the present Company, in whole or in part;

(e) To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title, and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description;

(f) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets, to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(g) To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, import or export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of the said business or commonly supplied or dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable of being profitably dealt with in connection therewith;

(h) To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

(i) To purchase, re-sell, accept, take, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through agent or agents as the Directors may appoint;

(j) To invest and deal with the monies of the Company, not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

(k) To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership

cant un commerce dans toutes les lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par cette compagnie, avec ensemble tous biens, marques de commerce, dessins, brevets, permis, et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et en payer le prix convenu soit en deniers comptants, en valeurs ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes ou dans toute combinaison ou proportion d'iceux;

(l) Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(m) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(n) Prendre part à la gestion, surveillance et contrôle du commerce ou opération de toute entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans laquelle la compagnie est autrement intéressée et, pour cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents;

(o) Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, bons ou autres valeurs de toute autre corporation, société ou personne;

(p) Emettre, vendre, répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie;

(q) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(r) Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compa-

carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by this Company, together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses, and goodwill connected either directly or indirectly with the purposes of this Company, and to pay for same the price agreed upon either in cash, in securities or in fully paid-up shares of the capital stock of the Company hereby created, or in any combination or proportion thereof;

(l) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts by any such company;

(m) To enter into any arrangement for the sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with same;

(n) To take part in the management, supervision, and control of the business or operations of any undertaking, shares or securities of which are held by the Company, or in which the Company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants, or other experts or agents;

(o) To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present Company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration, shares, debentures, bonds or other securities of any other corporation, partnership or person;

(p) To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the Company;

(q) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies, for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any shares of the Company, or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(r) To distribute in specie or otherwise by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act any assets of the Company, among its members and particularly, any shares, bonds, debentures or other securities received, as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds,

gnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(s) Acheter, vendre, échanger, et négocier des comptes recevables, connaissements, reçus d'entrepôts, reçus de location, billets privilégiés, et autres valeurs en ce qui les concerne ou aucun d'eux; prendre aucune des dites valeurs ou effets de commerce en paiement de la vente de tous biens personnels et vendre aucune des dites garanties sur des biens personnels reçus au cours de ses opérations;

(t) Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissaires, lettres de change, obligations, débetures et preuves de dettes de toutes sortes soit garantis par des hypothèques, gages ou autrement, sans limite quant au montant et les garantir par hypothèques, gages ou autrement;

(u) Hypothéquer, grever ou engager toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions, débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre;

(v) Lors de toute émission des actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie, employer des courtiers, agents à commission et banquiers et pourvoir à la rémunération de telles personnes pour leurs services en les payant en argent, ou avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou en leur consentant des options ou de toute autre manière;

(w) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(x) Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(y) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(z) Faire toutes ou aucune des choses précitées comme mandants, agents à commission, entrepreneurs, ou autrement, et soit par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Victoria Grill Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 901 square Victoria, dans les cité et district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de novembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6519

Sous-secrétaire de la Province.

debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

(s) To buy, sell, exchange, and deal in accounts receivable, bills of lading, warehouse receipts, hire receipts, lien notes, and other securities in respect of the same or any of them; to take any of the said securities or commercial paper in payment for the sale of the personal property and to sell any of the said securities on personal property received in the course of its business;

(t) To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidences of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

(u) To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immovable, present or future, belonging to the Company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue;

(v) Upon any issue of shares, debentures or other securities of the Company, to employ brokers, commission agents and underwriters, and to provide for the remuneration of such persons for their services by payment in cash, or with the approval of the shareholders, by issue of shares, debentures or other securities of the Company, or by the granting of options to take the same or in any other manner;

(w) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(x) To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value or to render profitable any of the Company's property or rights;

(y) To pay all or any expenses incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company; and to raising of its share capital, or to contract with any Company to pay the same;

(z) To do all or any of the above things as principals, agents on commission, contractors, or otherwise, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Victoria Grill Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 901 Victoria Square, in the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of November, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6520-o

Under Secretary of the Province.

"Le Syndicat de Construction Moderne, Ltée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1937, constituant en

"Le Syndicat de Construction Moderne, Ltée."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1937, incorporating: Uldéric Allard,

corporation: Uldéric Allard, rentier, Joseph-Raoul Allard, comptable, Georges-Henri Montminy, contracteur, tous de Québec, et Henri-Paul Cimon, courtier, de Loretteville, dans les buts suivants:

Vendre, acheter, louer, prendre à bail ou en échange, acquérir, détenir, améliorer, gérer, développer, hypothéquer des meubles et immeubles, des propriétés foncières tant pour son usage personnel que dans le but de spéculation;

Emprunter sur le crédit de la Compagnie, soit par billets promissaires, hypothèques, émissions d'obligations, débetures, et à cette fin hypothéquer ou gager toute autre partie de l'actif, mobilier ou immobilier de la compagnie;

Placer et employer les deniers de la compagnie ou des tiers et en disposer soit en hypothèques, biens, meubles, immeubles, obligations, billets et autres effets reconnus par la loi, ou de la manière qu'il sera déterminé;

Acquérir, assumer et exploiter, en tout ou en partie, le commerce, les brevets d'invention, l'achalandage, l'actif, le genre d'affaires de toute personne ou compagnie ou autres, les payer en actions de la compagnie, en argent ou par échange;

Agir comme intermédiaires entre vendeurs, acquéreurs, échangeurs de meubles, d'immeubles, et s'occuper de mutation en général, comme courtier d'immeubles ou mandataires;

Agir comme prêteurs ou intermédiaires entre prêteurs et emprunteurs;

Organiser, promouvoir des commerces, industries, compagnies, s'y intéresser pécuniairement ou autrement;

Faire tout commerce de:

a) Achats et ventes de balance de prix de vente;

b) Prêts hypothécaires, prêts sous toutes ses formes;

c) Prêts et avances sur constructions;

d) Achats et ventes d'effets de commerce avec garantie collatérale;

S'occuper de construction, de réparations de biens, meubles et immeubles, exercer l'industrie d'entrepreneurs;

Entreprendre construction d'édifices publics ou privés, ponts, chemins, bateaux, et toutes entreprises générales quelconque;

De réclamer pour ces services les honoraires et déboursés fixés par la loi, l'usage et des conventions particulières;

Faire les opérations générales d'une agence d'affaires dans toutes ses spécialités;

Rétribuer en actions de la compagnie, les services obtenus, soit pour former la compagnie, soit pour promouvoir ses intérêts sous toutes ses formes;

Acquitter les dettes et comptes payables de la compagnie en actions de la compagnie;

Payer en actions de la compagnie les acquisitions de la compagnie, de quelque nature qu'elles soient;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets de la compagnie; sous le nom de "Le Syndicat de Construction Moderne, Ltée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune, actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Date du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

6521-o

annuitant, Joseph Raoul Allard, accountant Georges Henri Montminy, contractor, all of Quebec, and Henri Paul Cimon, broker, of Loretteville, for the following purposes:

To sell, purchase, lease, take on lease or in exchange, acquire, hold, improve, manage, develop, hypothecate moveables and immoveables, real estate for its own personal use as well as for speculation purposes;

To borrow on the credit of the company, either on promissory notes, hypothecs, issue of bonds, debentures, and for such purpose to hypothecate or pledge any other part of the moveable or immoveable assets of the company;

To invest and deal with the monies of the company or of third parties and to dispose thereof in hypothecs, moveable properties, immoveables, bonds, notes and other instruments recognized by law, or in the manner to be determined;

To acquire, undertake and operate, in whole or in part, the business, patents of invention, goodwill, assets, business of any person or company or others, to pay for the same in shares of the company, in cash or by exchange;

To act as intermediary between vendors, purchasers, exchangers of moveables, immoveables and to engage in real estate transactions as real estate brokers or mandatories;

To act as lenders or intermediaries between lenders and borrowers;

To organize, promote any businesses, industries, companies, if interested therein pecuniarily or otherwise;

To carry on the business of:

a) The purchase and sale of balances of purchase prices;

b) Hypothecary loans, of every description;

c) Loans and advances on construction;

d) Purchases and sales of instruments of trade with collateral security;

To engage in construction, repairing of properties, moveable and immovable, to carry on the trade of contractors;

To undertake the construction of public or private buildings, bridges, roads, boats and undertakings in general whatsoever;

To claim for the said services, fees and payments fixed by law, custom and special agreement;

To carry on the general operations of a business agency in all its branches;

To remunerate with shares of the company, services rendered, either in the formation of the company or in the promotion of its interests in any way;

To settle the debts and accounts payable of the company with shares of the company;

To pay with shares of the company any acquisitions of the company of any nature whatsoever;

To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Le Syndicat de Construction Moderne, Ltée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of five dollars (\$5.00) each, common shares.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1937.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

6522

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Lake Anne Club, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 47 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de novembre, 1937, à la compagnie "Lake Anne Club, Inc.", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, savoir:

1. Que le capital-actions de la compagnie "Lake Anne Club, Inc." soit augmenté par l'addition de 706 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et par l'addition de 206 actions privilégiées rachetables de \$25.00 chacune, faisant un total de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et un total de 500 actions privilégiées rachetables de \$25.00 chacune.

2. Que les considérations, privilèges et conditions attachés à la totalité des 500 actions privilégiées de la compagnie "Lake Anne Club, Inc." seront comme suit:

(a) Elles n'auront pas droit à des intérêts ou dividendes.

(b) Elles seront rachetables en tout ou en partie en aucun temps à la discrétion du bureau de direction, au pair.

(c) Elles seront privilégiées tant qu'au remboursement du capital sur toutes les autres actions, dans toute liquidation du club.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6523

Sous-secrétaire de la Province.

"Lake Anne Club, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of November, 1937, to the company "Lake Anne Club, Inc.", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

1. That the capital stock of Lake Anne Club, Inc., be increased by the addition of 706 common shares having no nominal or par value, and by the addition of 206 redeemable preferred shares of \$25.00 each, making a total of 1,000 common shares having no nominal or par value, and a total of 500 redeemable preferred shares of \$25.00 each;

2. That the considerations, privileges and conditions attaching to the whole of the 500 preferred shares of Lake Anne Club, Inc. shall be as follows:

(a) They shall not be entitled to interest or dividends;

(b) They shall be redeemable in whole or in part at any time in the discretion of the Board of Directors, at par;

(c) They shall be preferred as to repayment of capital over any other shares, in any winding up of the Club.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of November, 1937

JEAN BRUCHESI,

6524-o

Under Secretary of the Province.

"Victoriaville Furniture Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de décembre 1937, à la compagnie "Victoriaville Furniture Limited", augmentant ses pouvoirs, comme suit, savoir:

De prélever et contribuer à prélever des fonds pour toute autre compagnie avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ou dont des actions, débetures ou autres obligations sont détenues par la compagnie, et de l'aider au moyen de gratification, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, et de garantir l'exécution des contrats ou obligations de cette compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et en particulier de garantir le paiement du principal et des intérêts des débetures ou autres titres, hypothèques et engagements de toute semblable compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de décembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6525-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Victoriaville Furniture Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1937, to the company "Victoriaville Furniture Limited", increasing its powers, as follows, namely:

To raise and assist in raising funds for any other company with which the company may have business relations or the shares, debentures or other securities of which are held by the company, and to aid the same by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, to guarantee the performance of contracts or obligations of the present company or of any person with whom the company may have business dealings, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interests on the debentures or other securities, mortgages and obligations of any such company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of December, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6526

Under Secretary of the Province.

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, District de Québec. Dans la Cour Supérieure. En matière de Faillite. No. 3232-F. Dans l'affaire de Ernest

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court. Sitting in Bankruptcy. No. 3232-F. In the matter of Ernest

Vallée, industriel, faisant affaires sous le nom de "Vallée & Vallée", Lac-Mégantic, comté de Frontenac, P. Q.

Vallée, industrialist, carrying on business under the name of "Vallée & Vallée", Lake Megantic, county of Frontenac, P. Q.

VENTE A L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT ET UNIEME jour de DECEMBRE 1937, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu, par enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de St-Ludger, comté de Beauce, l'immeuble suivant, savoir:

Les droits et prétentions qui peuvent ou pourront exister en faveur du cédant et lui résulter d'un acte de vente sujet à réméré, fait par Louis P. Dallaire conjointement au cédant et à G. Vallée, suivant acte passé devant Mtre. L.-M. Veilleux, notaire, le 4 août 1936.

Les dits droits indivis en autant qu'ils peuvent affecter les immeubles décrits au dit acte et faisant partie des lots numéros 13-B, et 14-A, neuvième rang, cadastre du canton de Risborough.

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérissseur;

Une mise à prix de \$150.00 sera exigée pour la vente de l'immeuble susdit, et, ce, en vertu d'une ordonnance du Tribunal.

Cette vente est faite conformément aux articles (716 et 717 et 719a s'il y a lieu) du C.P.C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif, le tout suivant les titres et certificats fournis par le bureau d'Enregistrement.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent Comptant.
Chambre 215, Le syndic-autorisé,
71, rue St-Pierre, L. P. POMERLEAU,
Québec. 6105-47-2-0

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at the parochial church door of St. Ludger, Co. of Beauce, the following immovable, namely:

The rights and pretentions which exist or may exist in favour of the assignor and accruing to him from a deed of sale subject to the right of redemption, made by Louis P. Dallaire jointly to the assignor and to G. Vallée, under deed passed before Mtre L. M. Veilleux, notary, on August 4, 1936.

The said rights being indivisible in so far as they may affect the immovables described in the said deed and forming part of lots numbers 13-B and 14-A, ninth range, cadastre for the township of Risborough.

The said immovable shall be offered for sale to the highest and last bidder.

An upset price of \$150.00 will be exacted for the sale of the immovable hereinabove described, and this, in virtue of an order of the Court.

The said sale shall be made pursuant to articles (716 and 717 and 719a, if needs be) of the C.C.P., and also article 45 of the Bankruptcy Act, which is equivalent to a sheriff's sale, the whole according to the titles and certificates furnished by the Registry Office.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned trustee.

Conditions of payment: Cash.
Room 215, L. P. POMERLEAU,
71 St. Peter street, Authorized Trustee.
Québec. 6106-47-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Odilon Vézina, entrepreneur plombier, Québec, P. Q., débiteur.

Avis est par le présent donné que VENDREDI le SEPT JANVIER 1938 à ONZE heures a.m., sera vendu par encan public aux bureaux du syndic soussigné, 97, rue St-Pierre, Québec, l'immeuble suivant, savoir:—

"Le lot numéro deux mille neuf cent seize (2916) du cadastre du Quartier du Palais, maintenant Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé à l'encoignure des rues Couillard et St-Flavien, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérissseur.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement:—Argent comptant.
Le syndic,
J.-E. BEDARD.
Bureaux: 97, rue St-Pierre,
Québec, 2 décembre 1937. 6365-49-2-0

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Odilon Vézina, plumber, Québec, P. Q., Debtor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, SEVENTH JANUARY 1938 at ELEVEN o'clock A.M., will be sold by public auction at the Offices of the undersigned trustee, 97, St. Peter Street, Québec, the immovable property as follows:—

Lot Number Two Thousand Nine hundred & sixteen (2916) of the Cadastre for Du Palais Ward, now Champlain, of the city of Québec, being a lot of land situated at the corner of Couillard and St. Flavien streets, with the house thereon constructed, circumstances and dependencies.

This property will be sold to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to Articles 716 and 717 of the C.C.P., and also to Article 45 of the Bankruptcy Act which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the Offices of the undersigned Trustee.

Terms of payment:—Cash.
J. E. BEDARD,
Trustee.
Offices:—97, St. Peter Street,
Québec, December 2nd, 1937. 6366-49-2-0

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SIX JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-sept et de Notre règne le premier.

Par ordre,
Le secrétaire de la chancellerie à Québec,
L.-P. GEOFFRION.
6171-48-9-o

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Yves Roy, notaire, pratiquant et demeurant à Lévis, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Adjutor Roy, en son vivant de Lévis, et du greffe de feu le notaire J.-E. Roy, dont ledit notaire Adjutor Roy était cessionnaire.

Québec, le 29 novembre 1937.

JEAN BRUCHESI,
6305-49-5-o Sous-secrétaire de la province.

Département de l'Instruction publique

No 1611-37.

Québec, le 6 décembre, 1937.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Victor, comté

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various consideration, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the TWENTY-SIXTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable ESIOFF-LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House in Our City of Quebec, this EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty seven and in the first year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.
6172-48-9-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant Governor in Council by Mr. Yves Roy, Notary, residing and practising at Lévis, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Notary Adjutor Roy, in his lifetime of Lévis, and of the records of the late Notary J. E. Roy, whereof the said Notary Adjutor Roy was assignee.

Quebec, November 29th, 1937.

JEAN BRUCHESI,
6306-49-5 Under Secretary of the Province.

Department of Education

No. 1611-37.

Quebec, December 6th., 1937.

Application is made to detach from the School Municipality of the Parish of Saint Victor,

de Beauce, les lots Nos 600 et 601 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Victor et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Ephrem, même comté. 6453—50-2-o

County of Beauce, lots Nos. 600 and 601 of the official cadastre for the Parish of Saint Victor and to annex the same to the School Municipality of the Parish of Saint Ephrem, same county. 6454—50-2

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE

NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 12 janvier 1938, et présentés avant le 16 février 1938, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 5 février 1938, et reçues avant le 10 février 1938, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 2 mars 1938.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 12th January, 1938, and introduced before the 16th February, 1938, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 5th February, 1938, and received before the 10th February, 1938, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 2nd March, 1938.

Québec, ce 18 novembre 1937.

Quebec, 18th November, 1937.

6169-48-9-o

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION.

6170-48-9-o

L. P. GEOFFRION,
Clerk.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Province de Québec, district de Hull, Cour Supérieure, No. 6050. Dame Amanda Morissette, épouse commune en biens de Richard Blais, manufacturier de Montebello, district de Hull, demanderesse; vs Richard Blais, susdit, défendeur.

Province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 6050. Dame Amanda Morissette, wife common as to property of Richard Blais, manufacturer of Montebello, district of Hull, plaintiff; vs. Richard Blais, aforesaid, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

An action in separation of property has been instituted this very day.

Hull, ce 23ème jour de novembre 1937.

Hull, this 23rd day of November, 1937.

Le procureur de la demanderesse,
6555-o PAUL RAYMOND.

PAUL RAYMOND,
6556-o Attorney for plaintiff.

Assurances

Insurances

Les soussignés, donnent par les présentes avis, qu'ils ont l'intention de s'adresser au Lieutenant Gouverneur en Conseil, pour demander la constitution d'une Compagnie d'Assurance, aux fins de transiger tout genre d'assurance sur la vie, entr'autres, assurance temporaire, assurance dotation, assurance pension, rente familiale, annuités et aussi l'assurance contre la maladie, sous le nom social de La Survivance, avec principal bureau d'affaires en la cité de Québec, avec Capital-Actions de un million de piastres, divisé en dix mille actions de cent piastres, et ce, en vertu de la Loi concernant les compagnies d'assurance, Chapitre 243 S.R.Q., 1925.

The undersigned hereby give notice, that they have the intention of applying to the Lieutenant Governor in Council, for the incorporation of an Insurance Company, for the purpose of transacting all kinds of life insurance, among others, temporary insurance, endowment insurance, pension insurance, family endowment, annuities and also insurance against sickness, under the firm name of "La Survivance," with head office in the city of Quebec, with a Share-Capital of One million dollars, divided into ten thousand shares of one hundred dollars, the whole, under the Act concerning Insurance Companies, Chapter 243, R.S.Q., 1925.

Noms, qualités, adresses et domiciles:—Joseph Aristide Tardif, médecin, 1 ave Bégin, Lévis; Joseph-Paul-Victor Côté, courtier en grains, 53, de Salaberry, Québec; J.-M.-Ant. Gosselin, agent d'ass., 632, rue St-Joseph, Lauzon; Edgar Porter, ingénieur forestier, 2, rue St-Jean, Lauzon; Philippe Méthé, ingénieur civil, 185, Blvd Langelier, Québec; Emile Carette, industriel, 34, Côte d'Abraham, Québec; Dr J.-Henri Bertrand, médecin, 4, rue Notre-Dame, Lévis; Arsène Dionne,

Names, Occupations, Addresses:—Joseph Aristide Tardif, physician, 1 Bégin Ave., Lévis; Joseph Paul Victor Côté, grain broker, 53 de Salaberry, Quebec; J. M. Ant. Gosselin, ins. agent, 632 St. Joseph St., Lauzon; Edgar Porter, forestry engineer, 2 St. Jean Street, Lauzon; Philippe Méthé, civil engineer, 185 Blvd Langelier, Quebec; Emile Carette, industrialist, 34 Côte d'Abraham, Quebec; Dr. J. Henri Bertrand, physician, 4 Notre Dame Street, Lévis; Arsène Dionne,

commerçant, St-Georges, Beauce; Ludger Dionne, commerçant, St-Georges, Beauce; Gaspard-Arthur Carette, agent d'assurance, 32, St-Georges, Lévis.
6243-48-4-o

trader, St. Georges Beauce; Ludger Dionne, Trader, St. Georges Beauce; Gaspard Arthur Carette, insurance agent, 32 St. Georges, Lévis.
6244-48-4

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 20", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du premier jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à Jonquière.

6541-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Professionnel des Journalistes de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du vingt-troisième jour de novembre 1937.

Le siège principal de la société sera à 19, rue Caron, Québec, P. Q.

6543-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

STATE SECURITIES COMPANY, LIMITED

Règlement spécial Un

Qu'il soit décrété:

Que les officiers dûment autorisés de cette compagnie procèdent immédiatement à la distribution de tous ses biens au pro rata entre ses actionnaires;

Certifié vraie copie du règlement spécial Un.
Daté le 9 décembre 1937.

6545 Le secrétaire adjoint,
W. P. CREAGH.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de Berthier-Maskinongé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du quatrième jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à Louiseville, comté de Maskinongé.

6557-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de Granby", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du troisième jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à Granby, comté de Shefford.

6559-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 20", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the first day of December 1937.

The principal place of business of the association is in Jonquière.

6542 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Journalistes de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession has been authorized by the honourable the Provincial Secretary, on the twenty third day of November, 1937.

The principal place of business of the association is at 19 Caron street, Quebec, P.Q.

6544 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

STATE SECURITIES COMPANY, LIMITED

Special By-Law One

Be it enacted:

That the proper officers of this company proceed forthwith to the distribution of all its assets rateably among its shareholders.

Certified to be a true summary of special by-law One.

Dated December 9th, 1937.

6546-o W. P. CREAGH,
Assistant-Secretary.

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de Berthier-Maskinongé", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the fourth day of December 1937.

The principal place of business of the association is in Louiseville, county of Maskinongé.

6558 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de Granby", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the third day of December 1937.

The principal place of business of the association, is in Granby, county of Shefford.

6560 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de Richelieu", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du troisième jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à Sorel, comté de Richelieu.

6561-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de Richelieu", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the third day of December 1937.

The principal place of business of the association is in Sorel, county of Richelieu.

6562 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de St-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisé par le secrétaire de la province, en date du troisième jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe.

6563-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "L'Association Catholique des Fabricants de beurre et de fromage de St-Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the third day of December 1937.

The principal place of business of the association is in St. Hyacinthe, county of St. Hyacinthe.

6564 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés du Chemin de fer Alma & Jonquière", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du neuvième jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à l'Ile-Maligne.

6565-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés du Chemin de fer Alma & Jonquière", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the ninth day of December, 1937.

The principal place of business of the association, is at Ile Maligne.

6566 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés du Pouvoir de l'Ile-Maligne", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du neuvième jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à l'Ile Maligne.

6567-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés du Pouvoir de l'Ile-Maligne", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the ninth day of December, 1937.

The principal place of business of the association, is at Ile Maligne.

6568 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique de la Pulpe et du Papier de Dolbeau", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du vingt-sixième jour de novembre 1937.

Le siège principal de la société est à Dolbeau, P. Q.

6569-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la province.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique de la Pulpe et du Papier de Dolbeau", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, dated the twenty-sixth day of November, 1937.

The principal place of business of the association, is in Dolbeau, P. Q.

6570 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 1. Loi des élections contestées de Québec, Statuts refondus de la Province de Québec 1925, Chap. 5 et amendements.

In re:—

Election d'un député à l'Assemblée Législative de Québec, pour le district électoral de Bagot, tenue le dix-septième jour d'août, mil neuf cent trente-six.

Philippe Adam, médecin, ayant ses résidence

Canada, Province of Quebec, District of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 1. Quebec Controverted Elections Act, Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, Chap. 5 and Amendments.

In re:—

Election of a Deputy to the Quebec Legislative Assembly, for the electoral district of Bagot, held on the seventeenth day of August, one thousand nine hundred and thirty six.

Philippe Adam, physician, having his residence

et domicile dans la cité d'Acton Vale, district de Saint-Hyacinthe, Pétitionnaire;

VS

Cyrille Dumaine, notaire, ayant ses résidence et domicile dans le village d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, et déclaré élu comme député à l'Assemblée Législative de Québec, pour le district électoral de Bagot, défendeur.

DÉCLARATION DU DÉFENDEUR

Sans admettre le bien fondé des allégations de la pétition en annulation de l'élection du 17 août 1936, mais les répudiant formellement pour ce qui a trait à toutes manœuvres frauduleuses ou menées corrompues reprochées à lui-même ou aux personnes agissant avec son autorisation et se réservant tous ses recours contre la demande de déqualification, le défendeur déclare que, pour éviter à frais, il ne s'oppose plus à ce que la dite élection du 17 août 1936 soit annulée et il donne, par les présentes, *Avis* de cette déclaration, le tout conformément aux dispositions de la Loi des Elections Contestées de Québec.

Saint-Hyacinthe, ce 13 décembre 1937.

Le défendeur,

(Signé) CYRILLE DUMAINE.

Contresigné:

(Signé) VICTOR CHABOT,

Le procureur du défendeur,

Vraie Copie,

Le protonotaire de la Cour Supérieure,

6573-o

A. DELAGE.

and domicile in the city of Acton Vale, district of Saint Hyacinthe, Petitioner.

VS

Cyrille Dumaine, notary, having his residence and domicile in the Village of Upton, district of Saint Hyacinthe, and declared elected as Deputy to the Quebec Legislative Assembly, for the electoral district of Bagot, Respondent.

DECLARATION OF THE RESPONDENT

Without admitting the veracity of the allegations contained in the petition in annulment of the election of the 17th of August, 1936, but formally repudiating the same especially those dealing with fraudulent proceedings or corrupt practices by himself or by anyone acting under his authorization and reserving for himself any recourse against the petition for disqualification, the respondent declares, that, to avoid costs, he no longer contests that the said election of the 17th, of August, 1936, be annulled and he hereby gives *Notice* of this declaration, the whole in conformity with the provisions of the Quebec Controverted Elections Act.

Saint Hyacinthe, this 13th December, 1937.

(Signed) CYRILLE DUMAINE,
Respondent.

Countersigned:

(Signed) VICTOR CHABOT,
Attorney for Respondent.

True Copy,

A. DELAGE,

6574

Prothonotary of the Superior Court.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie d'Épicerie et de Liqueurs de Hull—The Hull Groceries and Liquors Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour de mai 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-septième jour de novembre 1937, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6527-o

Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la même loi, il a plu au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Packington Realty Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-troisième jour d'octobre 1937, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1937.

JEAN BRUCHESI,

6539-o

Sous-secrétaire de la Province.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie d'Épicerie et de Liqueurs de Hull—The Hull Groceries and Liquors Company", incorporated by letters patent dated the seventh day of May, 1925.

Notice is also given that from and after the twenty seventh day of November, 1937, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6528

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the "Packington Realty Company, Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth day of August, 1936.

Notice is also given that from and after the twenty third day of October, 1937, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1937.

JEAN BRUCHESI,

6540

Under Secretary of the Province.

STATE SECURITIES COMPANY, LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "State Securities Company, Limited", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et d'obtenir son annulation à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté le 7 décembre 1937.

6547

Le secrétaire adjoint,
W. P. CREAGH.

STATE SECURITIES COMPANY, LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, State Securities Company, Limited hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated December 7th, 1937.

6548-o

W. P. CREAGH,
Assistant-Secretary.

DES-CROFT STORES LIMITED

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie "Des-Croft Stores Limited" s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, après la publication de cet avis conformément à la Loi pour lui demander la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Section 25 de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec.

Rivière du Loup, P. Q.

DES-CROFT STORES LIMITED,
par le président et gérant,
R.-L. DESLANDES.

6549-o

DES-CROFT STORES LIMITED

Public notice is hereby given that "Des-Croft Stores Limited" will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, after the publication of this notice according to law for the permission to surrender its charter under the provision of section 25 of the first part of the Quebec Companies' Act.

Rivière du Loup, P. Q.

DES-CROFT STORES LIMITED,
Per R. L. DESLANDES,
President and Manager.

6550-o

Province de Québec, district de Montréal.
Dans l'affaire de: Schrier Bros. Inc.

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie Schrier Bros. Inc. donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour lui demander la permission d'abandonner sa Charte et son annulation à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 5 novembre, 1937.

SCHRIER BROS. INC.,
Par le président,
DAVID SCHRIER,
Le vice-président,
LOUIS SCHRIER.
Le secrétaire,
A. RACICOT.

Contresigné,

NAT. W. JACOBS,
Procureurs de la requérante.

6553

Province of Quebec, district of Montreal. In re: Schrier Bros. Inc.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Schrier Bros. Inc. hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him, the Lieutenant-Governor.

Montreal, November 5th, 1937.

SCHRIER BROS. INC.,
Per DAVID SCHRIER,
President,
LOUIS SCHRIER,
Vice-President,
A. RACICOT,
Secretary.

Countersigned:

NAT. W. JACOBS,
Attorney for Applicant.

6554-o

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que M. Raymond Masson, sculpteur, de la cité d'Outremont, district de Montréal, M. Joseph-Maurice Bastien, avocat, M. Alphonse Milette, administrateur, des deux derniers des cité et district de Montréal, et Roderick-B. Masson, industriel, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, et M. Léon Masson, courtier, de la dite cité de Montréal, tous cinq agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la Succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale aux fins suivantes, savoir:—
a. proroger la date du partage de la succession,

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Mr. Raymond Masson, sculptor, of the city of Outremont, district of Montreal, Mr. Joseph Maurice Bastien, advocate, Mr. Alphonse Milette, administrator, these two latter of the city and district of Montreal, Mr. Roderick B. Masson, financier, of the town of Terrebonne, district of Terrebonne, and Mr. Léon Masson, broker, of the said city of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the legislature of the Province of Quebec, during its next session, in order to obtain a special law, for the following purposes:—
a. of postponing the partition of the estate and of the

ainsi que des divers lots qui la composent
b. autoriser les exécuteurs testamentaires susdits, ainsi que les compagnies intéressées à changer la teneur de certains certificats d'actions, de façon à les mettre au nom de la succession susdite, ou des exécuteurs testamentaires susmentionnés, avec indication du lot dont ils forment partie; ou à les remplacer par d'autres certificats libellés de la même façon; et pour autres fins.

Montréal, le 23 novembre 1937.

Les procureurs des requérants *es-qualité*,
BEAULIEU GOVIN MERCIER & TELLIER.
6193-48-4-o

various lots of said estate; b. of authorizing the testamentary executors herein mentioned, as well as the interested companies, to change the terms of certain share certificates, so as to insert therein the name of the estate of the Honourable Joseph Masson, or of the testamentary executors thereof, with mention of the lot to which they belong; or to exchange said certificates for other certificates prepared in the form above mentioned; and for other purposes.

Montreal, 23rd of November, 1937.

BEAULIEU GOVIN MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the petitioners *es-qualité*.
6194-48-4-o

Avis est par les présentes donné que Monsieur Henri Tessier, de la cité de Québec, employé civil, Dame Lucie Tessier, veuve de M. E. Haldeman Dennison, de la cité de Québec, Dame Jeanne Tessier, épouse contractuellement séparée de biens de M. Henri des Rivières, et de lui dûment autorisée, de la cité de Québec, Ulric Geo. Tessier, de la cité de Québec, courtier, Dame Juliette Duchesnay, de la cité de Québec, épouse contractuellement séparée de biens de Don Ugo Ferretti, d'Italie, dûment autorisée par un juge de la Cour Supérieure du district de Québec, en l'absence de son mari, Dame Marguerite Duchesnay, épouse contractuellement séparée de biens de M. William A. Jannitsch, de la cité de Londres, Angleterre, et par lui dûment autorisée, Dame Aline Verge, épouse contractuellement séparée de biens de M. Hector Cimon, ingénieur civil, et de lui dûment autorisée, tous deux de la cité de Québec, et Charles-Auguste Chauveau, de la cité de Québec, avocat, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander la passation d'un acte interprétant les testaments de feu l'Honorable Ulric Joseph Tessier, en son vivant de la cité de Québec, juge de la Cour du Banc de la Reine et de Dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse, et pour autres fins.

Québec, ce 9 novembre, 1937.

Les procureurs des Pétitionnaires,
6195-48-4-o CHAUEAU, RIVARD & BLAIS.

Notice is hereby given that Henri Tessier, of the city of Quebec, civil service employee, Dame Lucie Tessier, widow of the late M. E. Haldeman Dennison, of the city of Quebec, Dame Jeanne Tessier, wife separate as to property by marriage contract of Mr. Henri des Rivières and by him duly authorized, Ulric Georges Tessier, of the city of Quebec, broker, Dame Juliette Duchesnay, wife separate as to property by marriage contract of Don Ugo Ferretti, of Italy, duly authorized by a judge of the Superior Court of the district of Quebec, owing to the absence of her husband, Dame Marguerite Duchesnay, wife separate as to property by marriage contract of William A. Jannitsch, both of London, England, and by him duly authorized, Dame Aline Verge, of the city of Quebec, wife separate as to property by marriage contract of Mr. Hector Cimon, also of the city of Quebec, civil engineer and by him duly authorized, and Charles Auguste Chauveau, of the city of Quebec, barrister, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its coming Session for a Bill interpreting the last wills and testaments of the late the Honourable Ulric Joseph Tessier, in his lifetime of the city of Quebec, judge of the Court of Queen's Bench and of Dame Marguerite Adèle Kelly, his wife, and for other purposes.

Quebec, November 9th, 1937.

CHAUEAU, RIVARD & BLAIS,
6196-48-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que le Révérend Adélar Harbours, prêtre-chanoine de l'Archevêché de Montréal, Me Adrien Bélanger, notaire, de Montréal, et M. J. Laurent-A. Lefebvre, sans profession, de Montréal, agissant en leur qualité de seuls exécuteurs-testamentaires de Dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major en son vivant de la cité de Westmount, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander la passation d'une loi à l'effet que:

1. la clause No 15 du testament de la dite Dame Hélène Beaune soit interprétée et confirmée;
2. le délai accordé aux exécuteurs-testamentaires par le dit testament pour vendre les immeubles soit prolongé;
3. les exécuteurs-testamentaires de la dite succession soient autorisés à vendre les immeubles de la dite succession à un prix autre que celui mentionné dans la clause 15 dudit testament.

Montréal, le 30 novembre 1937.

Les procureurs des pétitionnaires,
MAYRAND, DESLAURIERS & TREPANIER.
6319-49-4-o

Notice is hereby given that Reverend Adélar Harbours, priest-canon of the Archbishopric of Montreal, Me Adrien Bélanger, Notary, of Montreal and M. J. Laurent A. Lefebvre, without occupation, of Montreal, acting in their quality of sole testamentary executors of De Hélène Beaune, widow of Joseph Prosper Major, in their lifetime of the City of Westmount, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an act to the effect that:—

1. the clause No. 15 of the will of the said De Hélène Beaune be interpreted and confirmed;
2. the delay granted to the testamentary executors by the said will to sell the immoveable properties be extended;
3. the testamentary executors of the said estate be authorized to sell the immoveable properties of the said estate at an other price than that mentioned in clause 15 of the said will.

Montreal, 30th November, 1937.

MAYRAND, DESLAURIERS & TREPANIER,
6320-49-4-o Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que Joel Sternthal, marchand; Joseph Grossman, Samuel Glass, comptables; Ben Shayne, Joseph Saxe, marchands Samuel David Gameroff, agent d'immeubles; Morris Samuel, agent d'assurances; Maxwell I. Katkin, Barnet Cleman, marchands; Sam Smith, joaillier, Israel N. Knight, secrétaire-trésorier; Harry Rosenberg, industriel; Moses Léon Raphael, gérant, tous de la cité d'Outremont, et Louis Tolzess, agent, de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, demandant d'être incorporés sous le nom de "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, de tenir des registres de l'état civil, et d'exercer tous les autres droits afférents aux corporations religieuses et pour toutes telles autres fins.

Montréal, le 26 novembre 1937.

Les procureurs des requérants,

HARTT & WEBER,
132, rue St-Jacques O.

6347-49-4

Avis est, par les présentes, donné de la part des propriétaires catholiques romains des terres et autres immeubles qui ont été détachés du territoire de la Paroisse de Saint-Edouard, à Montréal, et annexés au territoire de la Paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix en vertu du décret canonique rendu par son Excellence Monseigneur George Gauthier, Archevêque, Coadjuteur de Montréal, en date du 28 mars 1934, qu'ils s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale les exemptant de toutes cotisation légale imposée pour le paiement de la dette de la Fabrique de la Paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix.

Montréal, le 2 décembre 1937.

Le procureur des requérants,

6433-50-4-o RENE DURANLEAU.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Ville de Richmond, comté de Richmond, fera application à la prochaine session de la Législature de Québec pour la passation d'une loi l'autorisant à construire ou à acheter des immeubles, jusqu'à concurrence d'une somme de \$60,000.00, pour fins municipales ou autres, et l'autorisant à emprunter un montant n'excédant pas la dite somme aux fins susdites.

Les procureurs de la pétitionnaire,
GAGNE & DESMARAI.

Sherbrooke, 14 décembre 1937.

6571-51-4-o

CITE DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendement sa charte sur les matières suivantes: la date de la préparation de la liste électorale; la date des élections, de l'année financière et fiscale, ainsi que la date de la préparation et de la votation des estimés; le prolongement du terme d'office des membres du présent conseil; la date de l'entrée en vigueur des changements faits au rôle d'évaluation; la préparation du rôle d'évaluation; la date à laquelle les avis spéciaux doivent être donnés pour la vente des propriétés pour taxes; la réduction du taux d'intérêt sur le prix de retrait des propriétés vendues pour taxes; la diminution de la pé-

Notice is hereby given that Joel Sternthal, merchant; Joseph Grossman, Samuel Glass, accountants; Ben Shayne, Joseph Saxe, merchants, Samuel David Gameroff, Real estate agent; Morris Samuel, insurance agent; Maxwell I. Katkin, Barnet Cleman, merchants; Sam Smith, jeweller; Israel N. Knight, secretary-treasurer; Harry Rosenberg, manufacturer; Moses Leon Raphael, manager, all of the City of Outremont, and Louis Tolzess, agent of the City of Montreal, District of Montreal, will apply at the Legislature of the Province of Quebec at its next session to incorporate them under the name of "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations and for all other such purposes.

Montreal, November 26th, 1937.

HARTT & WEBER,
Attorneys for Petitioners,
132 St. James St. W.

6348-49-4-o.

Notice is hereby given that the Roman Catholic owners of lands and other immoveable properties which have been detached from the territory of the Parish of Saint-Edouard, of Montreal, to be annexed to the territory of the Parish of Saint-Jean de la Croix by and in virtue of a canonical decree issued by His Excellency Monseigneur George Gauthier, Archbishop-Coadjutor of Montreal on the 28th of March, 1934, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law exempting them from any legal assessment enacted for the payment of the debt of the Parish of Saint-Jean de la Croix.

Montreal, December 2nd, 1937.

RENE DURANLEAU,

6434-50-4-o Attorney for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Richmond, of the County of Richmond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law to the effect of authorizing said Corporation to build or buy immoveables, not exceeding the sum of \$60,000.00, for municipal or other purposes, and to the effect of authorizing said Corporation to borrow an amount not exceeding said sum, for said purposes.

GAGNE & DESMARAI,
Attorneys for petitioner.

Sherbrooke, December 14th, 1937.

6572-51-4-o

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the City of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law amending its Charter, on the following matters: the date of the preparation of the electoral list; the date of the elections, of the financial and fiscal year, also the date of the preparation and the votation upon the estimates; the extension of the term of office of the members of the present council; the date of the coming into force of the changes made to the assessment roll; the preparation of the assessment roll; the date at which the special notices must be given for the sale of immoveables for taxes; the reduction of the rate of interest on the price to redeem properties sold for taxes;

riode de temps requise pour retraire les propriétés vendues pour taxes; l'extension du délai dans lequel le rapport des auditeurs doit être publié; l'imposition des taxes municipales; (l'addition des mots "taxes municipales" au mot "cotisation" de l'article 367); l'imposition et la perception des taxes pour le pavage des rues; l'imposition et la perception d'une taxe d'affaires sur les compagnies d'assurances; l'imposition et la perception de plusieurs licences ou taxes d'affaires d'une personne exploitant plusieurs établissements; la réglementation de la construction; la formation d'un Comité du conseil chargé de la régie de la police.

Hull, le 14 décembre, 1937.

Le Greffier de la Cité,
6587-51-4-o H. LEON LEBLANC.

the diminution of the time required to redeem properties sold for taxes; the extension of the delay in which the report of the auditors must be published; the levy of municipal taxes (the addition of the words "municipal taxes" to the word "assessment" of article 367); the levy and collection of taxes for the paving of streets; the levy and collection of taxes on insurance companies; the levy and collection of different licenses or business taxes from a person operating different establishments; the regulation of construction; the formation of a Comity of the council "chargé de la régie de la police."

Hull, December the 14th, 1937.

H. LEON LEBLANC,
6588-51-4-o Clerk of the City.

Ministère de l'agriculture

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Québec sous le nom de "syndicat d'élevage de chevaux canadiens du district de Québec", avec sa principale place d'affaires à Charlesbourg.

Québec, le 9 décembre, 1937.

Le Sous-Ministre de l'Agriculture,
6529-o ALBERT RIOUX.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rivière-du-Loup, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Lamy" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 9ème jour de décembre, 1937.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6531-o ALBERT RIOUX.

AVIS DE FORMATION D'UN SYNDICAT D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Bagot sous le nom de "syndicat d'élevage de Percherons de Bagot", avec sa principale place d'affaires à St-Dominique, dans le comté de Bagot.

Québec, le 13 décembre 1937.

Le Sous-Ministre de l'Agriculture,
6575-o ALBERT RIOUX.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de l'Abitibi, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Royal-Roussillon et Poularies" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Macamic, comté d'Abitibi.

Les objets pour lesquels cette société est for-

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been constituted in the county of Quebec under the name of "Syndicat d'élevage de chevaux canadiens du district de Québec", with its principal place of business at Charlesbourg.

Quebec, December 9th, 1937.

ALBERT RIOUX,
6530 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Rivière-du-Loup, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Lamy", and that its principal place of business will be in the Municipality of St-Hubert, county of Rivière-du-Loup.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

ALBERT RIOUX,
6532 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE OF THE FORMATION OF A BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a breeding syndicate has been formed in the county of Bagot under the name of "syndicat d'élevage de Percherons de Bagot", with its principal place of business at St-Dominique, in the county of Bagot.

Quebec, December 13th, 1937.

ALBERT RIOUX,
6576 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Abitibi, under the name of "Société Coopérative Agricole de Royal-Roussillon et Poularies", and that its principal place of business is in the Municipality of Macamic, county of Abitibi.

The objects for which the association is formed

mée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 9ème jour de décembre, 1937.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6533-o ALBERT RIOUX.

are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 9th day of December 1937.

ALBERT RIOUX,
6534 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Kamouraska, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis de la Boutellerie" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de St-Denis, comté de Kamouraska.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 6ème jour de décembre, 1937.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6535-o ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Kamouraska, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Denis de la Boutellerie", and that its principal place of business is in the municipality of St-Denis, county of Kamouraska.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this sixth day of December 1937.

ALBERT RIOUX,
6536 Deputy Minister of Agriculture.

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Nicolet.

Arthabaska, à savoir: DAME MARIE YVON-
No. 1150 { D NE LANDRY, épouse
séparée de biens de Omer Lemire, cultivateur,
domicilié à St-Grégoire, Co. Nicolet, et ce dernier
pour autoriser son épouse aux fins des présentes,
demanderesse; vs CYPRIEN BOUCHER, domicilié
à Ste-Clothilde de Horton, district d'Arthabaska,
et résidant maintenant en la cité de Trois-Rivières,
district de Trois-Rivières, défendeur; et RENAUD
CHAPDELAINE, étudiant en la ville de Nicolet,
district de Nicolet, es-qualité de curateur au
délaissement, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur;

Une terre en la paroisse de Ste-Clothilde, faisant partie du lot numéro neuf du quatrième rang du canton de Horton, contenant trois arpents et un quart de front sur la profondeur du dit lot, d'un cordon à l'autre, laquelle terre est le tiers nord-est du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Arthabaska pour le canton de Horton sous le numéro cent cinquante trois (153) avec les bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Clothilde, Co. d'Arthabaska, le

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Nicolet.

Arthabaska, to wit: DAME MARIE YVON-
No. 1150 { D NE LANDRY, wife
separate as to property of Omer Lemire, farmer
at St. Grégoire, county of Nicolet, and the latter
to authorize his wife for the purpose hereof,
plaintiff; vs. CYPRIEN BOUCHER of Ste-Clothilde
de Horton, district of Arthabaska, and
now residing in the city of Three-Rivers, district
of Three-Rivers, defendant; and RENAUD
CHAPDELAINE, student in the town and district
of Nicolet, es-qualité of curator to the abandonment, mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

A piece of land in the parish of Ste. Clothilde, being part of lot number nine of fourth range of township of Horton, containing three arpents and one quarter in front on the depth of the said lot, to a line to the other, which piece of land is one third north-east of the lot known and designated to the officials plan and book of registered cadastre of county of Arthabaska for the township of Horton under the number hundred and fifty three (153) with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Ste-Clothilde, county of Arthabaska, the TWENTY-

VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1937, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 19 novembre, 1937. 6205-48-2-o
[Première publication, 27 novembre 1937].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { A DELARD FOREST,
No 1927 { maître de poste, de
St-Eugène de Grantham, district d'Arthabaska,
demandeur; vs CHARLES-EDOUARD MOR-
RISSETTE, de St-Majorie de Grantham, district,
d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans le canton de Grantham, maintenant connue et désignée comme lots numéros cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent (197 et 200) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond, moins la partie nord-est des dits lots appartenant à Ludger Fréchette, et contenant neuf arpents de largeur par cinq arpents de profondeur, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Majorie, Co. de Drummond, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE, 1937, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU,
Arthabaska, 24 novembre, 1937. 6213-48-2-o
[Première publication, le 27 novembre 1937]

SEVENTH day of DECEMBER 1937, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office,
Arthabaska, November 19th, 1937. 6206-48-2-o
[First publication, November 27th 1937].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { A DELARD FOREST,
No. 1927 { post-master, of St-
Eugène of Grantham, district of Arthabaska,
plaintiff; vs. CHARLES EDOUARD MORRIS-
SETTE, of St. Majorie of Grantham, district of
Arthabaska, defendant.

As belonging to the defendant:

A piece of land situated in the township of Grantham, now known and designated as lots number one hundred and ninety seven and two hundred (197-200) of official plan and book of township of Grantham, county of Drummond, less the north-east part belonging to Ludger Fréchette and containing nine arpents width and five arpents in depth, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Majorie of Grantham, Co. Drummond, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER 1937, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office,
Arthabaska, November 24th, 1937. 6214-48-2-o
[First publication, November 27th, 1937]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { CREDIT FONCIER
No 166221 { FRANCO-CANA-
DIEN, demandeur; vs JOHN ROBERT CO-
WANS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur le chemin de la Côte des Neiges, en la cité de Montréal, composé des subdivisions vingt-huit, vingt-neuf et la plus grande partie de la subdivision trente-deux des subdivisions officielles du lot numéro mille sept cent vingt-cinq (1725-28, 29 et partie 32) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, en la cité de Montréal.

La dite partie de la subdivision trente-deux est bornée au sud par le chemin de la Côte des Neiges, au nord par la subdivision trente et un du dit lot officiel (1725-31), du côté ouest par la subdivision vingt-neuf (1725-29) et du côté est partie par la subdivision trente-trois (1725-33) et partie par le résidu de la dite subdivision trente-deux (1725-32) appartenant à David A. Lewis ou ses représentants, la ligne de division sur ce côté étant la ligne de côté ouest de la dite subdivision trente-trois (1725-33) et son prolongement dans une ligne directe jusqu'à la propriété de la succession Cross ou ses représentants.

Et la dite plus grande partie de la subdivision trente-deux étant tout le lot connu sous ce numéro (1725-32) moins cette partie du même lot faisant l'objet d'une vente par J. R. Cowans à D. A. Lewis et décrite dans d'autres actes, la vente étant enregistrée à Montréal-ouest sous le No 153749.

Avec les droits, membres et dépendances y appartenant.

Pour être vendu, chaque lot séparément, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { CREDIT FONCIER
No. 166221 { FRANCO CANADIEN,
Plaintiff; vs JOHN ROBERT COWANS, Defen-
dant.

An emplacement fronting on Côte des Neiges Road, in the city of Montreal, composed of subdivisions twenty-eight, Twenty-nine and the greater part of subdivision Thirty-two of the Official Subdivisions of lot number Seventeen hundred and twenty-five (1725-28, 29 & pt. 32) on the Official plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the city of Montreal.

The said part of Subdivision Thirty-two is bounded to the south by Côte des Neiges Road, to the North by subdivision Thirty-one of the said official lot (1725-31), on the west side by subdivision twenty-nine (1725-29) and on the east side partly by subdivision Thirty-three (1725-33) and partly by the remainder of the said subdivision Thirty-two (1725-32) belonging to David A. Lewis, or representatives, the division line of that side being the West side line of said subdivision Thirty-three (1725-33) and its prolongation in a direct line to the property of the Estate Cross or representatives.

And the said greater part of subdivision Thirty-two being the whole lot known under that number (1725-32) less that part of same making the object of a sale by J. R. Cowans to D. A. Lewis and described in amongst other deeds, the sale registered at Montreal-West under No. 153749.

With the rights, members and appurtenances thereto belonging.

To be sold, each lot separately pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$980.00 pour chacun des lots, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Curran, en date du 22 novembre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 23 novembre, 1937. 6207-48-2
[Première publication, 27 novembre 1937].

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$980.00 as to each lot, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated November 22nd, 1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 23rd, 1937. 6208-48-2-o
[First publication, November 27th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA**, demanderesse; vs **DAME CLARA LANGUEDOC**, épouse séparée de biens d'Ernest Nantel et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes et ainsi que personnellement, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Clara Languedoc.

Un emplacement ayant front sur la rue De Gaspé, en la cité de Montréal, mesurant quarante pieds en largeur sur une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise et plus ou moins et composé des subdivisions numéros mille sept cent trois et mille sept cent quatre du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1703 et 1704) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, mesurant chacune des dites subdivisions vingt pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec la maison sus-érigée.

Avec ensemble et sujet à un droit réciproque de vue et de passage en faveur de la propriété susdite et en faveur de la propriété y adjacente au sud-est et composé des subdivisions numéros mille sept cent un et mille sept cent deux du dit lot (2643-1701 et 1702) aux dits plan et livre de renvoi officiels sur une lisière de terre mesurant huit pieds en largeur par toute la profondeur des dites subdivisions numéros mille sept cent deux et mille sept cent trois (2643-1702 et 1703) le long de la ligne de division entre les dites deux propriétés, laquelle lisière de terre est composée:—

1. de la partie nord-ouest de la subdivision numéro mille sept cent deux du dit lot (2643-Ptie N.O. 1702) aux dits plan et livre de renvoi officiels mesurant quatre pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur et bornée la dite partie comme suit:—en front au nord-est par la dite rue DeGaspé, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par la partie ci-après immédiatement décrite de la subdivision numéro mille sept cent trois et de l'autre côté au sud-est par le résidu de la dite subdivision numéro mille sept cent deux (2643-1702). Et:—

2. de la partie sud-est de la subdivision numéro mille sept cent trois du dit lot (2643-Ptie S.E. 1703) aux dits plan et livre de renvoi officiels mesurant quatre pieds en largeur par quatre-vingts pieds en profondeur et bornée la dite partie comme suit:—en front au nord-est par la dite rue DeGaspé, en arrière au sud-ouest par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision numéro mille sept cent trois et de l'autre côté au sud-est par la partie ci-devant décrite de la dite subdivision numéro mille sept cent deux (2643-1702).

Avec droit de passage dans la ruelle en arrière et dans les ruelles la desservant, en commun avec tous les autres y ayant droit.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: **THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA**, plaintiff; vs **DAME CLARA LANGUEDOC**, wife separate as to property of Ernest Nantel, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof as well as personally, defendants.

As belonging to Dame Clara Languedoc:

An emplacement fronting on DeGaspé street, in the city of Montreal, measuring forty feet in width by a depth of eighty feet, English measure and more or less and composed of subdivisions numbers seventeen hundred and three and seventeen hundred and four of lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-1703 and 1704) on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent, measuring each of said subdivisions twenty feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less with the house thereon erected.

Together with and subject to a reciprocal right of view and of passage in favour of the above property and in favour of the property adjoining the same to the south-east and composed of subdivisions numbers seventeen hundred and one and seventeen hundred and two of said lot (2643-1701 and 1702) on the said official plan and book of reference over and upon a strip of land measuring eight feet in width by the whole depth of said subdivisions numbers seventeen hundred and two and seventeen hundred and three (2643-1702 and 1703) along the division line between the said two properties, which said strip of land is composed of:

1. The north-west portion of subdivision number seventeen hundred and two of said lot (2643-N.W. Pt. 1702) on the said official plan and book of reference, measuring four feet in width by eighty feet in depth and bounded said portion as follows: in front to the north-east by said De Gaspé street, in rear to the south-west by a lane, on one side to the north-west by the portion next hereinafter described of subdivision number seventeen hundred and three and on the other side to the south-east by the residue of said subdivision number seventeen hundred and two (2643-1702). And:

2. The south-east portion of subdivision number seventeen hundred and three of said lot (2643-S.E.Pt.1703) on the said official plan and book of reference, measuring four feet in width by eighty feet in depth and bounded said portion as follows: in front to the north-east by said De Gaspé street, in rear to the south-west by a lane on one side to the north-west by the residue of said sub-division number seventeen hundred and three and on the other side to the south-east by the portion hereinbefore described of said subdivision number seventeen hundred and two (2643-1702).

With the right of passage in the lane in rear and in the lanes leading thereto in common with all others having rights therein.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$830.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Curran, en date du 17 novembre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 22 novembre 1937. 6209-48-2
[Première publication, 27 novembre 1937]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$830.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated November 17th 1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 22nd, 1937. 6210-48-2
[First publication, November 27th 1937].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LES SYNDICS DE
17208. { LA PAROISSE DE
SAINT-JEAN DE MATHA, demandeurs; vs
DELLE BLANCHE BÉDARD, es-qual., défenderesse.

Un immeuble ayant front sur le Boulevard Monk, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision cinq cent quatre-vingt-quinze du lot originaire No trois mille neuf cent douze (3912-595) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 6562 à 6566 du Boulevard Monk, à Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 14 décembre 1937. 6461-51-2-o
[Première publication, le 11 décembre 1937 est nulle]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE TRUSTEES OF
17208. { THE PARISH OF
SAINT JEAN DE MATHA, plaintiffs; vs MISS
BLANCHE BÉDARD, es-qual., defendant.

An immoveable fronting on Monk Boulevard, in the City of Montreal, known and designated as being subdivision five hundred and ninety five of the original lot number three thousand nine hundred and twelve (3912-595) on the official plan and book of reference for the Parish of Montreal—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 6562 to 6566 of Monk Boulevard, at Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14th., 1937. 6462-51-2
[First publication, December 11th., 1937 is null]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { MORGAN TRUST
E-166213 { COMPANY, es-qual.,
demanderesse; vs DAME ANGELINE BENOIT,
épouse séparée de biens de Bernard Louis Brosseau, et le dit Bernard Louis Brosseau pour autoriser son épouse, défenderesse.

Ces certains lots ayant front sur la rue Dorchester Ouest en la cité de Montréal, présentement connus comme étant les subdivisions numéros 56 et 57, tous deux de la subdivision officielle du lot numéro 1639, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine; contenant, chacun des dits lots, 24 pieds en largeur, en front et en arrière par 110 pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle en arrière des dits lots connue comme étant le No 1639-52, mais sans aucun droit de l'obstruer. Une maison de rapport connue sous le nom de "Holland Apartments est érigée sur le dit emplacement, les murs de côté de la maison sont mitoyens avec les bâtiments adjacents. La dite maison est érigée à dix pieds de la ligne de la rue Dorchester.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGTIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$3,600.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, en date du 10 décembre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 14 décembre, 1937. 6577-51-2
[Première publication, 18 décembre 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { MORGAN TRUST
E-166213 { COMPANY es-qual.,
plaintiff; vs. DAME ANGELINE BENOIT, wife
separate as to property of Bernard Louis Brosseau, and the said Bernard Louis Brosseau, to authorize his wife, defendant.

Those certain lots fronting on Dorchester Street West in the city of Montreal, now known as subdivision numbers 56 and 57, both on the official subdivision of lot number 1639 on the official plan and book of reference of the St. Antoine Ward: containing each of said lots 24 feet in width in front and in rear by 110 feet in depth, English measure and more or less and with the right of passage in common with others in the lane in rear of said lots known as No. 1639-52, but without any right to encumber the same. On said emplacement is erected an apartment house known as the "Holland Apartments", the walls of which on each side are mitoyen with the adjoining premises. Which said building is erected at a distance of ten feet from the street line on Dorchester Street."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$3,600.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 10th 1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14th, 1937. 6578-51-2-o
[First publication, December 18th, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA**, Demanderesse; vs **A. THEODORE GIRARD**, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Berri, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro Un de la resubdivision du lot numéro cent vingt-deux de la subdivision du lot original numéro deux cent quarante (No 240-122-1), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant quarante-cinq pieds en largeur par cent quatorze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les édifices sus-érigés, et sujet à toutes les servitudes actives et passives.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,300.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, en date du 9 décembre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, **JOS.-PAUL LAMARCHE**.
Montréal, 14 décembre 1937. 6579-51-2
[Première publication, 18 décembre 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **EDOUARD BIRON** 163,409. **es-qual.**, demandeur; vs **REDMOND P. QUAIN**, **HAROLD MCCARREY**, **QUAIN MCCARREY**, **C. W. DUNBERRY**, **MARY L. DUNBERRY**, **KATHLEEN QUAIN**, épouse de **Bram C. DeSola**, et ce dernier pour autoriser son épouse, **EDWARD QUAIN** et **Dame EILEEN QUAIN**, épouse de **John Linane**, et ce dernier pour autoriser son épouse; et **CROWN TRUST COMPANY**, agissant aux présentes en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu **Dame Ann Bonner**, défendeurs.

La moitié indivise des immeubles ci-après décrits:

Les terrains connus sous les numéros trois mille cinq, trois mille deux, deux mille huit cent soixante-deux, deux mille huit cent soixante-trois, deux mille huit cent soixante-quatre, deux mille sept cent soixante-dix-neuf, et deux mille sept cent quatre-vingts, (Nos 3005, 3002, 2862, 2863, 2864, 2779 et 2780) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les constructions dessus érigées, dépendances et servitudes.

Le premier des dits immeubles situé sur la rue Saint-Patrick et les maisons y érigées portant les numéros civiques pairs depuis 292 à 298 (actuellement les numéros 2152 à 2162), tous deux inclusivement; le second des dits immeubles ayant front sur la rue Manufacture, et les maisons y érigées portant les numéros civiques impairs, depuis 103 jusqu'à 109 (actuellement les numéros 2175 à 2181), tous deux inclusivement; le troisième des dits immeubles aussi sur la rue Manufacture et les constructions y érigées portant les numéros pairs depuis 140R jusqu'à 142 A (actuellement les numéros 2358 à 2366), tous deux inclusivement; le quatrième des dits immeubles situé aussi sur la rue Manufacture et les constructions y érigées, portant les numéros pairs depuis 144 jusqu'à 146½ (actuellement les numéros

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE TRUST AND LOAN COMPANY OF CANADA**, plaintiff; vs, **A. THEODORE GIRARD**, defendant.

"An emplacement situate on Berri Street, in the City of Montreal, known and designated under number One of the resubdivision of lot number One Hundred and Twenty-two of the subdivision of lot original number Two Hundred and Forty (No. 240-122-1), upon the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, measuring forty-five feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected, and subject to all active and passive servitudes."

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,300.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 9th, 1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 14th, 1937. 6580-51-2-o
[First publication, December 18th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **EDOUARD BIRON** es-163409 **equal**, plaintiff; vs **REDMOND P. QUAIN**, **HAROLD MCCARREY**, **QUAIN MCCARREY**, **C. W. DUNBERRY**, **MARY L. DUNBERRY**, **KATHLEEN QUAIN**, wife of **Bram C. DeSola**, and the latter to authorize his wife, **EDWARD QUAIN** and **Dame EILEEN QUAIN**, wife of **John Linane**, and the latter to authorize his wife; and **CROWN TRUST COMPANY**, acting herein in its quality of testamentary executor of the Estate of the late **Dame Ann Bonner**, defendants.

The undivided half of the immoveables described as follows:

The lots of land known under numbers three thousand and five, three thousand and two, two thousand eight hundred and sixty two, two thousand eight hundred and sixty three, two thousand eight hundred and sixty four, two thousand seven hundred and seventy nine and two thousand seven hundred and eighty (Nos. 3005, 3002, 2862, 2863, 2864, 2779 and 2780) of the official plan and book of reference of the Parish of Montreal—with the buildings thereon erected, dependencies and servitudes.

The first of the said immoveables situate on St. Patrick Street, and the houses thereon erected, bearing the even civic numbers from 292 to 298 (actually numbers 2152 to 2162), both inclusively; the second of the said immoveables fronting on Manufacture Street, and the houses thereon erected bearing odd civic numbers from 103 to 109 (actually numbers 2175 to 2181) both inclusively; the third of the said immoveables also on Manufacture Street and the buildings thereon erected bearing even numbers from 140R to 142A (actually numbers 2358 to 2366) both inclusively; the fourth of the said immoveables situate also on Manufacture Street and the buildings thereon erected, bearing even numbers from 144 to 146½ (actually numbers 2368 to 2378), both inclusively; the fifth of the

2368 à 2378), tous deux inclusivement; le cinquième des dits immeubles situé sur la rue Ropery, et les constructions y érigées portant les numéros impairs depuis 203 jusqu'à 207 (actuellement les numéros 1301 à 1305), tous deux inclusivement; les sixième et septième des dits immeubles ayant front sur la rue Saint-Charles, et les constructions y érigées portant les numéros impairs depuis 55 jusqu'à 65A (actuellement les numéros 2425 à 2429), (et 2435 à 2441 Saint-Charles), aussi inclusivement.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 2 décembre 1937, il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur les dépôts suivant, savoir: \$235.00 quant au lot 3005, \$225.00 quant au lot 3002, \$185.00 quant au lot 2862, \$175.00 quant au lot 2863, \$250.00 quant au lot 2864, \$190.00 quant au lot 2779, et \$190.00 quant au lot 2780.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 15 décembre 1937.

[Première publication, le 18 décembre 1937]
6595-51-2-o

said immoveables situate on Ropery Street, and the buildings thereon erected bearing the odd numbers from 203 to 207 (actually numbers 1301 to 1305) both inclusively; the sixth and seventh of the said immoveables fronting on St. Charles street, and the buildings thereon erected, bearing odd numbers from 55 to 65A (actually numbers 2425 to 2429) (and 2435 to 2441 St. Charles Street), also inclusively.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FIRST day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. According to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated December 2, 1937, deposits shall be exacted from each and every bidder as follows, namely: \$235.00 as to lot 3005, \$225.00 as to lot 3002, \$185.00 as to lot 2862, \$175.00 as to lot 2863, \$250.00 as to lot 2864, \$190 as to lot 2779 and \$190.00 as to lot 2780.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, December 15, 1937.

[First publication, December 18th, 1937]
6596-51-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { RAYMOND MASSON
F167468 } et al ex-qual., demandeurs; vs AIME LAFRENIERE, défendeur.

Un emplacement faisant front à la Rue St-Denis, en la Cité de Montréal, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro deux cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8½ S.E. de 253) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par la dite Rue St-Denis, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu du dit lot numéro 8-253 et de l'autre côté par le lot numéro 8-254 des dits plan et livre de renvoi officiels avec une maison en bois lambrissée en briques à trois étages portant les numéros civiques Nos. 6732, 6734 et 6736 et 6738 de la dite Rue St-Denis et autres bâtisses dessus construites, avec droit de passage dans la ruelle en arrière avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,200.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 10 décembre, 1937.

Le shérif,

JOS. PAUL LAMARCHE.

Bureau du shérif,
Montréal, 15 décembre 1937. 6597-51-2-o
[Première publication, 18 décembre 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MONTREAL GENERAL HOSPITAL,
No C-110676. } demandeur; vs WINDSOR INVESTMENT COMPANY, LIMITED, défenderesse.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la ruelle Saint-David et connu aux plan et livre de renvoi officiels, du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, comme étant le lot No 866—avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 579-581, ruelle Saint-David.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: { RAYMOND MASSON, et
F 167468 } al, ex-qual., plaintiffs; vs AIME LAFRENIERE, defendant.

An emplacement fronting on St. Denis, Street, in the City of Montreal, known and designated as being the southeast half of lot number two hundred and fifty three of the official subdivision of the original lot number eight (8-S.E. ½ of 253) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte St-Louis, measuring twenty-five feet in width by one hundred and thirty feet in depth, English measure and more or less, and bounded in front by said St. Denis Street, in rear by a lane, on one side by the residue of said lot number 8-253 and on the other side by lot number 8-254 of said official plan and book of reference—with a three story wooden house, encased with brick bearing civic numbers Nos. 6732-6734 and 6736 and 6738 of said St. Denis Street, and other buildings thereon erected, with right of way in the lane, in the rear together with others having rights therein.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,200.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated December 10th, 1937.

JOS.-PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, December 15th, 1937. 6598-51-2
[First publication, December 18th, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MONTREAL GENERAL HOSPITAL,
No. C-110676. } plaintiff; vs WINDSOR INVESTMENT COMPANY, LIMITED, defendant.

An emplacement in the city of Montreal, fronting on Saint David's Lane and known on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, in the city of Montreal, as lot No. 866—with the buildings thereon erected and which bears the civic numbers 579-581 Saint David's Lane.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGTIÈME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,300.00 sera exigé de tout of-
frant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon.
Juge Surveyer en date du 10 décembre 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 15 décembre, 1937. 6599-51-2
[Première publication, 18 décembre, 1937.]

To be sold, at my office in the city of Mont-
real, on the TWENTIETH day of JANUARY
next at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,300.00 shall be exacted from
each and every bidder pursuant to a judgment of
Hon. Justice Surveyer, dated December 10th
1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 15th, 1937. 6600-51-2-o
[First publication, December 18th, 1937.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { LES COMMISSAIRES
No 40367 { L'ÉCOLE POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA JEUNE LORETTE;
contre ARTHUR GAGNON, jr., Château-d'Eau,
à savoir:

1. Partie du lot No 697 (six cent quatre-vingt-
dix-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de
Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de
Québec, étant un emplacement situé en la ville
de Château d'Eau, mesurant soixante-dix pieds
de largeur par cent pieds de profondeur, borné
au nord par la rue Bastien, au sud-ouest par le
lot No 697-1, vers l'est par les lots Nos. 697-54
et 697-55, et vers le sud par partie du lot No 697
appartenant à Emery Falardeau, sujet à un droit
de passage en faveur de Emery Falardeau, cir-
constances et dépendances.

2. Les subdivisions 54 et 55 (cinquante-quatre
et cinquante-cinq) du lot No 697 (six cent quatre-
vingt-dix-sept) du cadastre officiel pour la pa-
roisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette,
comté de Québec, étant des emplacements situés
en la ville de Château d'Eau, avec la maison et
autres bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église
paroissiale de St-Ambroise de la Jeune Lorette,
comté de Québec, le SEPTIÈME jour de JAN-
VIER prochain (1938), à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 1er décembre 1937. 6359-49-2-o
[Première publication, 4 décembre 1937]
[Deuxième publication, 18 décembre 1937]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Canada, }
Province de Québec, } PAUL LAPRADE, du
No 9447 } village de St-Joseph
de Sorel, et J.-ALPHON-
SE L'HEUREUX, de la cité de Sorel, aux fins
d'assister le dit Paul Laprade en autant que be-
soin, demandeurs; vs ATHANASE COUR-
NOYER, du village de St-Joseph de Sorel, défen-
deur; & JEAN-BAPTISTE THEOPHILE LA-
FRENIERE, de la cité de Sorel, mis-en-cause.

"Un immeuble situé au Village de St-Joseph de
Sorel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels pour la paroisse de St-Pierre de Sorel,
comme étant formé des lots de terre numéros
deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-

QUEBEC

FIERI FACIAS Magistrate's Court

Quebec, to wit: { THE SCHOOL COM-
No. 40367 { MISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY OF LA JEUNE LO-
RETTE; against ARTHUR GAGNON, Jr.,
Château d'Eau, to wit:

1. Part of lot No. 697 (six hundred and ninety
seven) of the official cadastre for the parish of
Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, county of
Quebec, being an emplacement situate in the
town of Château d'Eau, measuring seventy feet
in width by one hundred feet in depth, bounded
on the north by Bastien street, on the southwest
by lot No. 697-1, on the east by lots Nos. 697-54
and 697-55, and on the south by a part of lot
No. 697 belonging to Emery Falardeau, subject
to a right of way in favour of Emery Falar-
deau—circumstances and dependencies.

2. Subdivisions 54 and 55 (fifty four and fifty
five) of lot No. 697 (six hundred and ninety
seven) of the official cadastre for the parish of
Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of
Quebec, being emplacements situate in the town
of Château d'Eau, with the house and other
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church
door of St. Ambroise of La Jeune Lorette,
county of Quebec, on the SEVENTH day of
JANUARY next, 1938, at TEN o'clock in the
forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, December 1, 1937. 6360-49-2
[First publication, December 4, 1937]
[Second publication, December 18, 1937]

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Superior Court.—District of Richelieu.

Canada, }
Province of Quebec, } PAUL LAPRADE, of the
No. 9447 } village of St-Joseph de
Sorel, and J. ALPHONSE
L'HEUREUX, of the city of Sorel, for the
purpose of assisting the said Paul Laprade as
needs be, Plaintiffs; vs ATHANASE COUR-
NOYER, of the village of St-Joseph de Sorel,
Defendant; & JEAN-BAPTISTE THEOPHILE
LAFRENIERE, of the city of Sorel, mis-en-cause.

An immovable situate in the Village of St-
Joseph de Sorel, known and designated on the
official plan and book of reference for the parish
of St-Pierre de Sorel, as being formed of lots of
land numbers two hundred and fifty seven,

huit et deux cent cinquante-neuf de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingts (Nos. 257-258 et 259 de 80) avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Sorel, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif ROSAIRE PAQUIN,
Sorel, le 11 décembre 1937. 6581-51-2-o
[Première publication, 18 décembre 1937]

two hundred and fifty eight and two hundred and fifty nine of the subdivision of original lot number eighty (Nos. 257-258 and 259 of 80) with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Joseph de Sorel, on WEDNESDAY, the NINETEENTH day of JANUARY 1938, at TWO o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ROSAIRE PAQUIN, Sheriff.
Sorel, December 11, 1937. 6582-51-2
[First publication, December 18th, 1937]

RIMOUSKI

Cour Supérieure.—District de Rimouski.
No 5972 { DAME ALEXINA HARTON,
Vve. J.-M. BEAULIEU; vs J.-
ALPHONSE BEAULIEU, savoir:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à dix heures de l'avant-midi, le vingt et un décembre 1937, au Bureau du Shérif, à Rimouski, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le QUATRE JANVIER 1938, au bureau du shérif à Rimouski, à charge d'une hypothèque annuelle de \$250.00, en faveur de Claire-Yvonne Beaulieu garantissant certaines prestations jusqu'à son mariage ou établissement, et en outre d'une hypothèque au montant de \$300.00 pour garantir le paiement de cette somme à son mariage, le tout suivant jugement de l'Honorable Juge Stein, en date du 13 décembre 1937.

Le shérif,
Bureau du Shérif, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, 14 décembre, 1937. 6593-o
[Première publication, 18 décembre 1937].

Superior Court.—District of Rimouski.
No. 5972 { DAME ALEXINA HARTON,
Widow J. M. BEAULIEU; vs.
J. ALPHONSE BEAULIEU, to wit:

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, formerly announced to take place at ten o'clock in the forenoon, on the twenty-first of December 1937, at the Sheriff's Office, at Rimouski, shall take place at TEN o'clock in the forenoon, on the FOURTH of JANUARY 1938, at the Sheriff's Office, at Rimouski, subject to the payment of an annual hypothec of \$250.00, in favour of Claire Yvonne Beaulieu, guaranteeing certain prestations until her marriage or her establishment, and, moreover, a hypothec to the amount of \$300.00 to guarantee the payment of the said sum at her marriage, the whole pursuant to a judgment of Honourable Justice Stein, dated December 13th, 1937.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, December 14th, 1937. 6594
[First publication, December 18th 1937].

SAINT-FRANÇOIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Canada, }
Province de Québec, } CREDIT FONCIER
District de Montréal } FRANCO-CANA-
No B-157203 } DIEN, corps politi-
que et incorporé, }
ayant son siège social en les cité et district de Montréal, demandeur; vs DAME ALPHONSINE BOISSEAU-ST-PIERRE du canton de Magog, district de St-François, veuve de Sigefroy St-Pierre, en son vivant gentilhomme du même lieu, défenderesse.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse:

Une terre située dans le quatorzième rang du canton de Magog (ci-devant Hatley), et composée des emplacements ou lots de terre connus et désignés sous les numéros neuf-B, sept-C et huit-A, (9-B, 7-C et 8-A) des plan et livre de renvoi officiels pour le dit quatorzième rang du canton de Magog, et aussi du coin nord-est du lot numéro six-A (coin nord-est 6-A) des dits plan et livre de renvoi officiels, lequel est borné comme suit:

Au nord par la ligne nord du dit lot, une distance de neuf cents pieds en partant du coin nord-est du dit lot et courant vers l'ouest, de là, tournant vers le sud et courant jusqu'au lac appelé "Lovering Pond", ou Crystal Lake, à peu près quatre cents pieds, de là, sud et sud-est

Superior Court.—District of Montreal.
Canada, }
Province of Quebec, } CREDIT FONCIER
District of Montreal } FRANCO-CANA-
No. B-157203. } DIEN, body politic
and corporate, having }
its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; vs. DAME ALPHONSINE BOISSEAU-ST-PIERRE of the township of Magog, district of St. François, widow of Sigefroy St-Pierre, during his life, gentleman of the same place, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That land situate in the fourteenth range of the township of Magog, (primely Hatley) and formed of pieces of ground or lots of land known and designated as the numbers nine-B, seven-C and eight-A (9-B, 7-C and 8-A) upon the plan and book of reference for the said fourteenth range of the township of Magog, and also the north-east corner of lot six-A (north-east corner 6-A) of the said plan and book of reference, which is bounded as follows:

Northerly by the north line of said lot, a distance of nine hundred feet starting from the north-east corner of said lot and running toward the west, thence, turning toward the south and running to the lake called "Lovering Pond" or Crystal Lake, about four hundred feet,

SAINT-FRANCIS

par le dit lac, et contenant à peu près quatre acres, le tout plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées et avec les servitudes actives et passives et tous les droits inhérents aux dits immeubles, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Patrice de Magog, JEUDI, le TRENTIÈME DECEMBRE prochain, à DEUX heures P.M.

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX, Sherbrooke, ce 23 novembre, 1937. 6211-48-2-o
[Première publication le 27 novembre 1937].

thence, south and south-east by the said lake, and containing about four acres, the whole more or less with the buildings thereon erected and with the active and passive servitudes and all inherent rights to the said immovables, as the whole is at present.

To be sold at the door of the parochial church of St. Patrice de Magog, THURSDAY, the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TWO o'clock p.m.

J. P. C. LEMIEUX, Sheriff's Office, Sherbrooke, November 23rd, 1937. 6212-48-2-o
[First publication, November 27th, 1937].

Assurance

AVIS D'EMISSION DE PERMIS SUPPLEMENTAIRES

Avis est par le présent donné que la Missisquoi & Rouville Mutual Fire Insurance Company a obtenu un permis supplémentaire et a été enregistrée pour faire des affaires d'assurance au comptant contre tout dommage résultant de l'explosion, choc causé par avion ou véhicule, les émeutes, la fumée, le vent et la grêle, limité cependant à l'assurance sur la même propriété couverte par une police d'assurance contre le feu émise par la dite Compagnie et ce en plus des autres genres d'assurance déjà autorisés.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce premier jour de juillet, 1937.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,

Service des Assurances,
Hôtel du Gouvernement,
Québec. 6583-51-2-o

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LICENSE

Notice is hereby given that a supplementary license and registration has been granted to the Missisquoi & Rouville Mutual Fire Insurance Company, for the transaction of Explosion Insurance, Impact by Aircraft or Vehicles, Riot Insurance, Smoke damage Insurance, Windstorm and Hail Insurance, limited to the insurance of the same property as is insured under a policy of fire insurance of the Company in addition to other classes already authorized.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, this first day of July, 1937.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Parliament Bldgs.,
Quebec. 6584-51-2-o

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que James-Henry Cecil Waite, de la cité de Toronto, ingénieur minier; l'honorable Charles McCrea, de la cité de Toronto, Conseil en Loi du Roi; Richmond Wyllie Hart, de la cité de Toronto, avocat; William Cedric Nicholson, de la cité de Montréal, Conseil en Loi du Roi, et Hugh Emmett O'Donnell, de la cité de Montréal, avocat, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi constituant la compagnie en corporation sous le nom de "Normetal Railway Company", dans les buts suivants:— tracer, construire, aménager, entretenir et exploiter un chemin de fer à partir du rang dix (10) dans le canton de Desmeloizes jusqu'à la station Dupuy dans le canton de La Sarre, sur la division Est du chemin de fer Transcontinental National dans le comté d'Abitibi, avec un capital-actions de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00) divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent dollars (\$100.00) chacune et avec pouvoir d'augmenter le dit capital-actions par règlement au montant qui sera jugé nécessaire; avec un bureau-chef en la cité de Montréal et avec tous les pouvoirs ordinaires conférés à une telle compagnie de chemin de fer et spécialement déterminer le nombre des directeurs; spécifier la forme et le contenu des avis des assemblées générales et spéciales et la convocation d'icelles;

Application to the Legislature

Notice is hereby given that James Henry Cecil Waite, of the City of Toronto, Mining Engineer; The Honourable Charles McCrea, of the City of Toronto, one of His Majesty's Counsel; Richmond Wyllie Hart, of the City of Toronto, Barrister-at-law; William Cedric Nicholson, of the City of Montreal, one of His Majesty's Counsel and Hugh Emmett O'Donnell, of the City of Montreal, Advocate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act incorporating a Company under the name of Normetal Railway Company for the following purposes: to lay out, construct, equip, maintain and operate a railway from Range Ten (10) in the Township of Desmeloizes to Dupuy Station in the Township of La-Sarre on the Eastern division of the National Transcontinental Railway in the County of Abitibi with a capital stock of Two Hundred and Fifty Thousand Dollars (\$250,000.00) divided into Two Thousand and Five Hundred (2,500) shares of One Hundred Dollars (\$100.00) each and power to increase the said capital stock by By-law to such extent as may be deemed necessary; with a head office at the City of Montreal and with all the powers usually conferred upon such a Railway Company and especially to determine the number of Directors; to specify the form and content of notices of general or special meetings and the calling thereof; to approve all proceed-

approuver toutes les procédures prises ci-devant ou qui le seront dans la suite par la compagnie "Normetal Mining Corporation Limited" relativement à la dite ligne de chemin de fer, suivant les autorisations et pouvoirs contenus dans un Arrêté-en-Conseil autorisant la construction du dit chemin de fer; avec pouvoir d'acquérir tous les droits, titres et intérêts de la compagnie Normetal Mining Corporation Limited dans la dite ligne de chemin de fer aux termes et conditions et pour telle considération qui seront convenus; avec pouvoir d'exercer toutes les procédures d'expropriation ou autres procédures prises à date; compléter et exploiter par aucune sorte de force motrice la dite ligne de chemin de fer et mettre en opération la dite ligne de chemin de fer, dans les deux années à venir; exempter la dite compagnie des opérations des articles cent soixante-dix-neuf (179) à cent quatre-vingt-un (181) inclusivement et de l'article cent quatre-vingt-seize (196) de la Loi des Chemins de fer de Québec; déclarer que la dite compagnie ne soit pas considérée être un voiturier ordinaire de passagers et nonobstant autoriser la compagnie à transporter sur ses lignes ses officiers, serviteurs, agents, employés et invités et telles autres personnes qu'elle jugera convenable de transporter; exempter la dite compagnie des dispositions de la Loi des Chemins de fer de Québec relativement au voiturage des passagers; exempter la dite compagnie de l'approbation exigée de ses règlements, règles et réglementations qui ne concerneront pas ou n'affecteront aucune autre personne autre que les membres ou serviteurs de la compagnie nonobstant les dispositions des articles quarante-huit (48) à cinquante-neuf (59) de la Loi des Chemins de fer de Québec; autoriser la dite compagnie à cesser ses opérations si et lorsque les mines de la "Normetal Mining Corporation Limited" sont fermées; exempter la dite compagnie de procédures pour la séquestration de ses propriétés pour cause de la dite cessation des opérations; autoriser la dite compagnie, sujette aux dispositions de la sous-section vingt-deux (22) de la section neuf (9) de la Loi des Chemins de fer de Québec et nonobstant la limite de six (6) milles pourvue dans les présentes, construire, aménager et exploiter des embranchements ou extensions dans toute direction à partir de n'importe quel point de la dite ligne de chemin de fer à toute mines ou propriétés minières, n'excédant pas vingt-cinq (25) milles en longueur, de toute telle ligne d'embranchement; construire des chemins conduisant à ou sur toutes propriétés minières; construire et exploiter des lignes de télégraphe et de téléphone le long de la ligne de chemin de fer et embranchements et extensions; conclure des arrangements avec toute autre compagnie de téléphone ou de télégraphe pour l'échange et la transmission de dépêches ou pour toutes autres fins; acquérir, détenir, louer, aliéner et transporter tous biens mobiliers ou immobiliers en rapport avec ses entreprises; acquérir, construire et exploiter des camions ou véhicules-moteurs pour le transport de marchandises par routes et avions et autres moyens de locomotion aériens pour en faire le transport par air, avec ensembles toutes facilités nécessaires ou désirables en rapport avec leurs opérations; conclure tous arrangements avec les municipalités; acquérir et exercer les biens, pouvoirs, droits, privilèges et franchises de toute autre compagnie de chemin de fer ou de transport; émettre son capital-actions acquitté ou valeurs pour tous biens ou intérêts en jelle; fusionner ou consolider ses travaux et entreprises avec les travaux ou entreprises de toute autre compagnie; conclure des arrangements avec toute

ings taken heretofore or hereafter by Normetal Mining Corporation Limited in connection with the said line of railway, pursuant to the authorities and powers contained in an Order-in-Council authorizing the construction of the same; with power to acquire all the right, title and interest of Normetal Mining Corporation Limited in the said line of railway on terms and conditions and for such consideration as may be agreed upon; with power to carry on all expropriation proceedings or other proceedings taken to date; to complete and operate by any form of motive power the said line of railway and to put the said line of railway in operation within two years; to exempt the said Company from the operation of sections one hundred and seventy-nine (179) to one hundred and eighty-one (181) inclusive and section one hundred and ninety-six (196) of the Quebec Railway Act, to declare that the said Company should not be deemed to be a common carrier of passengers and notwithstanding to authorize the Company to transport over its lines its officers, servants, agents, employees and invitees and such other persons as it may see fit so to transport; to exempt the said Company from the provisions of the Quebec Railway Act respecting the carriage of passengers; to exempt the said Company from requiring approval of its By-laws, rules and orders which shall not relate or affect any party other than the members or servants of the Company notwithstanding the provisions of sections forty-eight (48) to fifty-nine (59) of the Quebec Railway Act; to authorize the said Company to cease operations if and when the mines of Normetal Mining Corporation Limited are closed down; to exempt the said Company from proceedings for sequestration of its properties by reason of such cessation of operations; to authorize the said company, subject to the provisions of sub-section twenty-two (22) of section nine (9) of the Quebec Railway Act and notwithstanding the limitation of six (6) miles therein provided to construct, equip and operate branches or extensions in any direction from any point on the said line of railway to any mines or mining properties, not exceeding twenty-five (25) miles in length of any such branch line; to construct roads to or upon any mining properties; to construct and operate telegraph and telephone lines along the line of railway and branches and extensions; to enter into agreements with any other telephone or telegraph company for exchange and transmission of messages or for other purposes; to acquire, hold, lease, alienate and convey all moveable or immoveable property in connection with its undertakings; to acquire, construct and operate motor trucks or motor vehicles for the carriage of traffic upon roads and aeroplanes and other aerial equipment for the carriage thereof by air, together with all facilities necessary or desirable in connection with the operation thereof; to enter into any agreements with municipalities; to acquire and exercise the properties, powers, rights, privileges and franchises of any other railway or transportation Company; to issue its paid-up capital stock or securities for any properties or interests therein; to amalgamate and consolidate its works and undertakings with the works and undertaking of any other company; to enter into agreements with any other railway company, including the National Transcontinental Railway for the making of railway connections between them, interchange of traffic or apportionment of tolls, the use of railway facilities of either party or the operation or movement of trains or cars of either party, and for the exercise by either party of any

autre compagnie de chemin de fer, y compris la compagnie "National Transcontinental Railway" afin de relier les chemins de fer entre eux; de promouvoir la réciprocité du trafic, ou la répartition des taxes, l'usage des facilités de chemin de fer de l'une ou l'autre partie ou l'opération ou le mouvement des trains ou wagons de l'un ou l'autre chemin de fer, et pour l'exercice par l'une ou l'autre partie de tous pouvoirs, droits ou privilèges de l'autre chemin de fer; émettre des obligations, débetures ou autres valeurs jusqu'à concurrence de soixante mille dollars (\$60,000.00) par mille du chemin de fer, embranchements et extensions, le tout conformément à la Loi 1, Edouard VIII, chapitre 31, la proportion à la longueur du chemin de fer et embranchements construits ou à être construits en vertu d'un contrat; déclarer que les dispositions de la Loi des Chemins de fer de Québec, sauf la dérogation faite plus haut, s'appliqueront à la compagnie relativement à la construction, opération et entretien de la dite ligne de chemin de fer ou ses embranchements ou extensions, mais ne s'appliqueront pas à la compagnie en ce qui concerne ses autres pouvoirs.

Et pour toutes autres fins.

Québec, le 16 décembre, 1937.

Les procureurs des requérants,
6605-51-4 DUPRE, DE BILLY, PREVOST & HOME.

powers, rights or privileges of the other; to issue bonds, debentures or other securities to the extent of Sixty Thousand Dollars (\$60,000.00) per mile of the railway, branches and extensions, the whole in conformity with the Act 1 Edward VIII, chapter 31, the proportion to the length of railway and branches constructed or under contract to be constructed; to declare that the provisions of the Quebec Railway Act, except as derogated from in the foregoing, shall apply to the company in respect of the construction, operation and maintenance of the said line of railway or branches therefrom or extensions thereof, but shall not apply to the Company as regards its other powers.

And for other purposes.

Québec, December 16th, 1937.

DUPRE, DE BILLY, PREVOST & HOME,
6606-51-4-0 Attorneys for petitioners.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No 597-36.

Québec, le 14 décembre, 1937.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires du canton de Grantham, dans le comté de Drummond, et de celle de Wickham-East, même comté, le territoire ci-dessous décrit pour l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Simon-de-Drummond, comté de Drummond". Ce territoire est renfermé dans les limites suivantes:

Commençant à un point au centre de la rivière St-François, à l'intersection d'une ligne étant le prolongement de la ligne de division entre les cantons de Wickham et Grantham, ladite ligne étant en même temps la ligne sud-est de la Dixième Avenue du dit canton de Grantham; de là, vers le sud-ouest en suivant le dit prolongement jusqu'à l'intersection de la ligne nord-est de la rue qui marque la division entre les rangs deux (II) et trois (III) du dit canton de Grantham; de là, vers le nord-ouest en suivant la ligne nord-est de la rue qui marque la division entre les rangs deux (II) et trois (III) du dit canton de Grantham, jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre les lots du cadastre officiel portant les numéros cent trente-neuf (139) et cent quarante (140); de là, vers le sud-ouest en suivant la ligne de division entre les dits lots cent trente-neuf (139) et cent quarante (140) jusqu'à l'intersection de la ligne nord-est du chemin de fer Pacifique Canadien; de là, vers le sud en suivant la ligne nord-est du dit chemin de fer jusqu'à l'intersection d'une ligne tracée dans le prolongement de la ligne nord-ouest du lot numéro trois cent soixante-onze "A" de la subdivision du lot numéro cent trente-neuf (139-371a); de là, vers le sud-ouest en suivant le dit prolongement et la ligne nord-ouest de ce dernier lot (139-371a) jusqu'à l'intersection de la ligne nord-est du chemin public du Quatrième Rang; de là, vers le sud-est en suivant la ligne nord-est du dit chemin jusqu'à son intersection avec la ligne de division

No. 597-36.

Québec, December 14th, 1937.

Application is made to detach from the School Municipalities of the Township of Grantham, in the County of Drummond, and from that of Wickham-East, same County, the territory hereinafter described, to erect the same into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of St-Simon-de-Drummond, County of Drummond". The said territory being enclosed within the following boundaries:

Starting at a point in the centre of the River St. Francis, at the intersection of a line being the prolongation of the division line between the Townships of Wickham and Grantham, the said line being, at the same time, the southeast line of the Tenth Avenue of the said Township of Grantham; thence, towards the southwest, following the said prolongation as far as the intersection of the northeast line of the street which marks the division between Ranges two (II) and three (III) of the said Township of Grantham; thence, towards the northwest following the northeast line of the street which marks the division between Ranges two (II) and three (III) of the said Township of Grantham, as far as the intersection of the division line between those lots of the official cadastre bearing numbers one hundred and thirty-nine (139) and one hundred and forty (140); thence, towards the southwest, following the division line between said lots one hundred and thirty-nine (139) and one hundred and forty (140) as far as the intersection of the northeast line of the Canadian Pacific Railway; thence, towards the south, following the northeast line of the said railway as far as the intersection of a line drawn in the prolongation of the northwest line of lot number three hundred and seventy-one "A" of the subdivision of lot number one hundred and thirty-nine (139-371a); thence, towards the southwest, following the said prolongation and the northwest line of this latter lot (139-371a) as far as the intersection of the north-

entre les cantons de Grantham et de Wickham; de là, vers le sud-ouest en suivant la dite ligne de division jusqu'à l'intersection de la ligne entre les quatrième et cinquième rangs du canton de Wickham; de là, vers le sud-est en suivant la ligne (cordon) entre le quatrième et le cinquième rangs du canton de Wickham jusqu'à l'intersection de la ligne sud-est du lot numéro deux cent quarante-six (246); de là, vers le nord-est, en suivant la ligne entre le quatrième et le cinquième rangs du canton de Wickham jusqu'à l'intersection de la ligne sud-est du lot numéro deux cent quarante-six (246) et du lot numéro cent huit (108) jusqu'à un point situé à cinq cent quarante-cinq (545.0) pieds au sud-ouest de l'intersection de la rive sud-ouest de la rivière St-François; de là, tournant vers le nord un angle de cinquante et un degrés (51°00') en suivant une ligne droite jusqu'au centre de la rivière St-François; de là, vers le sud-ouest et le nord-ouest en suivant le centre de la dite rivière dans tous ses détours jusqu'au point de départ.

6591-51-2-o

east line of the public road of the Fourth Range; thence, towards the southeast, following the northeast line of the said road, as far as its intersection with the division line between the Townships of Grantham and Wickham; thence, towards the southwest, following the said division line as far as the intersection of the line between the Fourth and Fifth Ranges of the Township of Wickham; thence, towards the southeast, following the line (cordon) between the fourth and fifth Ranges of the Township of Wickham, as far as the intersection of the southeast line of lot number two hundred and forty-six (246); thence, towards the northeast, following the line between the Fourth and Fifth Ranges of the Township of Wickham, as far as the intersection of the southeast line of lot number two hundred and forty-six (246); thence, towards the northeast, following the southeast line of lot number two hundred and forty-six (246) and of lot number one hundred and eight (108) as far as a point situate five hundred and forty-five (545.0) feet southwest of the intersection of the southwest bank of the River St-François; thence, turning north at an angle of fifty-one degrees (51°00') following a straight line as far as the centre of the River St. Francis; thence, towards the southwest and northwest, following the centre of said river in all its sinuities as far as the starting point. 6592-51-2

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "The Kenogami-Jonquières Arena Inc.", a passé une résolution, en date du neuvième jour de décembre 1937, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. E. H. Knight, C.A., a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

6589-o

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la province.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the company "The Kenogami-Jonquières Arena Inc.," has passed a resolution, dated the ninth day of December, 1937, declaring that the affairs of the company shall be voluntarily liquidated, that the company be dissolved, under the provisions of the Act respecting the voluntary winding-up of joint stock companies, and that Mr. E. H. Knight, C.A., has been appointed, liquidator to the said company.

6590

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Département du trésor

AVIS DE RACHAT

\$5,000,000.00—Province de Québec, 5%—débentures à vingt ans, en date du 15 mars, 1923, émises sous l'autorité de la loi 10 George V, chapitre 6, amendée par 13 George V, chapitre 2.

Avis est par les présentes donné, qu'en conformité avec les conditions des débentures ci-haut mentionnées, la Province de Québec a décidé de racheter et qu'elle rachètera toutes les débentures en circulation de l'émission précitée, le 15 mars, 1938, au pair.

On est requis de présenter au bureau-chef de la Banque de Montréal, dans les villes de Québec, Montréal ou Toronto, lesdites débentures pour rachat et paiement, le 15 mars, 1938, avec les coupons du 15 septembre, 1938, et ceux qui suivent dûment attachés. Les coupons échéant le 15 mars, 1938, devront être détachés et présentés pour paiement comme d'habitude.

Treasury Department

REDEMPTION NOTICE

\$5,000,000.00—Province of Quebec 5% 20-year Debentures dated March 15th, 1923, issued under authority of 10 George V, chapter 6, as amended by 13 George V, Chapter 2.

Notice is hereby given, that, pursuant to the terms of the above-mentioned debentures, the Province of Quebec has elected to redeem and that it will redeem on March 15th, 1938 all of the outstanding debentures of the above-mentioned issue at 100% of their principal amount.

Holders of the said debentures are hereby required to present their debentures for redemption and payment on or after March 15th, 1938, with the coupons maturing September 15th, 1938 and all coupons for subsequent interest attached, at the principal office of the Bank of Montreal, in the Cities of Quebec, Montreal or Toronto. Coupons maturing March 15th, 1938 should be detached and presented for payment in the usual manner.

Après le 15 mars, 1938, lesdites débetures cesseront de porter intérêt, de même que le privilège d'exemption sur les Droits de Succession ne sera plus en vigueur.

Toutes débetures enregistrées devront être accompagnées d'une procuration, ou d'un transfert, dûment complété.

Daté à Québec, ce quinzième jour de décembre 1937.

6537-51-2-o MARTIN-B. FISHER,
Trésorier de la Province.

From and after March 15th, 1938 interest on the said debentures shall cease to accrue and all rights to exemption from Quebec Succession Duties conferred by said debentures shall cease and determine.

Debentures registered as to principal must be accompanied by duly executed assignments or transfer forms.

Dated at Quebec this fifteenth day of December, 1937.

6538-51-2-o MARTIN B. FISHER,
Provincial Treasurer.

Nominations

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 4 décembre 1937.

MM. A.-W.-R. Moxon et Léonce Beaudry, tous deux vérificateurs de la taxe d'hôpital, à Montréal: juges de paix, avec juridiction dans toute la province de Québec, J.-N. Rivest, greffier de la paix du district de Joliette: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Joliette, Roland Sabourin, greffier de la paix du district d'Iberville: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire d'Iberville, Paul Monty, greffier de la paix du district de Montréal: juge de paix dans le district judiciaire de Montréal, tous aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145.)

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 septembre, 1937.

M. I.-P. Cahill, de Chapeau: greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Pontiac, à Chapeau.

L'avis publié à la page 4089, de la *Gazette officielle de Québec* du 23 octobre 1937, re: M. J.-P. Cahill, est nul.

Québec, le 18 novembre, 1937.

M. S.-A. Baulne, de la cité de Montréal, ingénieur civil et professeur à l'école polytechnique de Montréal: président de la corporation "Le Syndicat National de l'électricité."

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 novembre, 1937.

M. Euclide Desjarlais, de Verdun, avocat: recorder de la cité de Verdun.

Québec, le 11 décembre, 1937.

M. le colonel P.-A. Piuze, directeur et chef général de la sûreté provinciale: juge de paix, avec juridiction dans toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145.) 6603-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Québec, December 4th, 1937.

Messrs. A. W. R. Moxon and Léonce Beaudry, both auditors of the hospital tax, in Montreal: justices of the peace, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, J. N. Rivest, clerk of the peace of the district of Joliette: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Joliette, Roland Sabourin, clerk of the peace of the district of Iberville: justice of the peace, with jurisdiction over the judicial district of Iberville, Paul Monty, clerk of the peace of the district of Montreal: justice of the peace over the judicial district of Montreal, all for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145).

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, September, 27th, 1937.

Mr. I. P. Cahill, of Chapeau: clerk of the Circuit Court and Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Pontiac, at Chapeau.

The notice published on page 4089, of the *Quebec Official Gazette* of October 23rd, 1937, Re: Mr. J. P. Cahill, is null.

Quebec, November 18th, 1937.

Mr. S. A. Baulne, of the city of Montreal, civil engineer and professor at the Montreal Polytechnical school: president of the corporation "The National Electricity Syndicate".

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, November 27th, 1937.

Mr. Euclide Desjarlais, of Verdun, advocate: recorder of the City of Verdun.

Quebec, December 11th, 1937.

Colonel P. A. Piuze, directeur et general chief of the Provincial Police: justice of the peace, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145). 6604

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint des maréchaux-ferriers de Victoriaville, dont le siège social est situé à Victoriaville, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 3284 du 14 décembre 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 18 décembre 1937.

Ministère du Travail.

6607-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Shoeing-Smiths of Victoriaville, have been approved by Order-in-Council No. 3284 of December 14th, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, December 18th, 1937.

Department of Labour.

6608-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi relative aux salaires des ouvriers, (1 Geo. VI, chapitre 49), avis est donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail déclarée obligatoire par l'arrêté ministériel No 3022 du 10 novembre 1937—convention collective de travail relative aux commis et comptables de Jonquière—lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

1. Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a. La semaine de travail dans les établissements commerciaux sera de 63 heures, sans limitation quotidienne de la journée de travail, mais l'heure de fermeture des établissements commerciaux de détail pour les villes de Jonquière et de Kénogami sera comme suit: Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à six heures p.m. le samedi à dix heures p.m.; cependant, la veille d'une fête religieuse sera considérée comme un samedi quant à l'heure de fermeture.

Cependant, dans les restaurants, les heures de travail seront celles nécessitées par l'entreprise.

Nonobstant les dispositions des paragraphes précédents, dans tous les établissements commerciaux de détail dans les villes de Jonquière et de Kénogami, du 15 décembre au 1er janvier l'heure de fermeture des magasins sera fixée à 9.00 p.m. Les dispositions de ce présent paragraphe seront rétroactives au 15 décembre 1937."

2. L'article XII est remplacé par le suivant:

"XII. La présente convention deviendra en vigueur immédiatement après sa sanction par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil et demeurera en force pour une période d'un an à compter de cette date; elle se renouvellera automatiquement chaque année, à moins que l'une des parties contractantes notifie l'autre partie de son intention de la faire modifier ou de l'abroger, 30 jours avant son expiration."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés désireront formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 18 décembre 1937.

6609-o

NOTICE

Pursuant to the provision of Section 8 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, Chapter 49) notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement declared obligatory by Order-in-Council No. 3022 of the 10th of November 1937—collective labour agreement relating to the clerks and accounts of Jonquière—have requested the following modifications to the said Order:

1. Paragraph "a" of Section IV is replaced by the following:

"a. In commercial establishments the week of labour shall consist of 63 hours, without any daily limitation of the duration of labour, but the closing hour in retail commercial establishments in the towns of Jonquière and Kénogami shall be as follows: On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, at six o'clock p.m.; on Saturday at ten o'clock p.m.; however, the eve of religious holidays shall be considered as Saturday, and this, so far as closing hour is concerned.

However, in restaurants, the hours of labour shall those required by the enterprise.

Notwithstanding the provisions of the preceding paragraphs, in retail commercial establishments in the towns of Jonquière and of Kénogami, from the 15th of December to the 1st of January, the closing hour of stores shall be set at 9.00 p.m. The provisions of the present paragraph shall have a retroactive effect from the 15th of December 1937."

2. Section XII is replaced by the following:

"XII. The present agreement shall come into force immediately after its approval by the Lieutenant Governor in Council and shall remain in force for a period of one year from that date; it shall renew itself automatically each year, unless one of the contracting parties gives the other party a notice of its intention to modify or repeal same, 30 days before its expiration."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, December 18th, 1937.

6610-o

AVIS

L'honorable M. William Tremblay, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, et ce conformément aux prescriptions de l'article 19 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1 Geo. VI, chapitre 49) que la constitution et les règlements du comité conjoint des commis et comptables de la région du Lac St-Jean dont le siège social est situé à Jonquière, ont été approuvés par l'arrêté ministériel No 3283 du 10 décembre 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secrétaire du Travail.

Québec, ce 18 décembre 1937.

Ministère du Travail.

6611-o

NOTICE

Honourable Mr. William Tremblay, Minister of Labour, hereby gives notice that, under Section 19 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, chapter 49), the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Clerks and Accountants of the district of the Lake St. John district whose corporate seat is in Jonquière, have been approved by Order-in-Council No. 3283 of December 10th, 1937.

J. O'CONNELL-MAHER,
Secretary of Labour.

Quebec, December 18th, 1937.

Department of Labour.

6612-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Beurriers et Fromagers de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du 15^{ième} jour de décembre 1937.

Le siège principal de la société est à Montréal.

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

6585-o

The formation of an association under the name of "L'Association des Beurriers et Fromagers de la Province de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the 15th day of December, 1937.

The principal place of business of the association, is in Montreal.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6586

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 320

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 décembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'industrie laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière, P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Québec.

2. La région de Québec comprend la cité de Québec.

3. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matière grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.20½ net, F.A.B. Québec et verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, ½ sou pour chaque 100 livres de lait ainsi reçu. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order 320

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting on Tuesday, December 14th, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, président, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Quebec.

2. The region of Quebec includes the city of Quebec.

3. Any pasteurized-milk dealer, must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more which he receives from them, \$2.20½ net, F.O.B. Quebec, and remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, ½ cent for each 100 pounds of milk so received. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be used

utilisé comme suit: une partie sera donnée au comité exécutif des Syndicats de Producteurs de lait de la région de Québec au *pro rata* des quantités fournies aux usines de pasteurisation par les membres en règle avec leur syndicat; l'autre partie sera utilisée par la Commission dans l'intérêt général de l'industrie laitière dans la région de Québec.

4. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque 100 livres de lait dosant au moins 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.35 net, F.A.B., la place d'affaires du marchand.

5. Le producteur-fournisseur aura la préférence de transporter le lait à la place d'affaires du marchand.

Lorsque le marchand de lait effectuera le transport de la ferme du producteur à sa place d'affaires, il ne pourra exiger pour ce transport un prix plus élevé que huit sous les cent livres de lait pour une distance inférieure à trois milles; quinze sous les cent livres de lait pour toute distance de trois à six milles; et pas plus de vingt sous les cent livres de lait pour toute distance de plus de six milles. Toutefois, si le producteur-fournisseur demeure sur la route que doit naturellement suivre le marchand de lait pour aller faire sa distribution, ce dernier ne pourra exiger plus de quatre sous du cent livres.

6. Le prix du lait pasteurisé vendu ou livré par les marchands de lait aux distributeurs de lait est fixé à trente sous (30c) le gallon.

7. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires, ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, six sous la chopine et onze sous la pinte.

8. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, cinq sous la chopine et neuf sous et trois-quarts la pinte.

9. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Québec, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à trente-six sous le gallons.

10. Nul marchand de lait ne peut vendre, offrir, ou livrer du lait en bidon destiné aux hôpitaux et aux institutions de charité, à un prix inférieur à trente-quatre sous le gallon. Ces institutions auront le privilège d'acheter le lait en bouteille aux prix fixés pour le commerce du gros: soit: cinq sous la chopine et neuf sous et trois-quarts la pinte.

11. Les usines de pasteurisation faisant affaires dans la région de Québec sont tenues de verser entre les mains de la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, $\frac{1}{4}$ de sou pour chaque cent livres de lait qu'elles reçoivent. Le produit de la somme ainsi versée entre les mains de la Commission sera remis au secrétaire général de l'Association des Distributeurs de Lait de la province de Québec, proportionnellement au montant versé par les membres en règle avec ladite Association.

La présente ordonnance annule l'ordonnance No 262 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 4 septembre 1937 et l'ordonnance No 285 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 octobre 1937, et entre en vigueur le jour de sa publication.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé

as follows: part of it will be given to the executive committee of the Milk Producers' Syndicates for the region of Quebec, in proportion to the quantities furnished the pasteurizing plants by the regular members of the syndicates; the other part will be used by the Commission in the general interest of the dairy industry of the region of Quebec.

4. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each 100 pounds of milk on a 3.25% butterfat basis or more, which he receives from them, \$2.35 net, F.O.B., business place of said dealer.

5. The producer-suppliers shall have the preference of hauling the milk on the business place of said dealer.

When the milk dealer hauls milk from the farm of the producer-suppliers to his business place, he shall not charge for this hauling a price greater than eight cents per hundred pounds of milk for any distance less than three miles; fifteen cents per hundred pounds of milk for any distance from three to six miles; and not more than twenty cents per hundred pounds of milk for any distance greater than six miles. However, if the producer-suppliers lives along the road followed by the milk dealer for the delivery of his milk, the latter shall not charge more than four cents per hundred pounds;

6. The price of pasteurized milk sold or delivered by milk dealers to milk distributors is fixed at thirty cents a gallon.

7. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, six cents a pint, and eleven cents a quart.

8. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk to grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to three and a half cents a half-pint, five cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

9. No person shall, within the limits of said region of Quebec, offer, sell or deliver milk in bulk at a price inferior to thirty-six cents a gallon.

10. No milk dealer shall offer, sell or deliver milk in bulk to hospitals or to charitable institutions at a price inferior to thirty-four cents a gallon. These institutions will have the privilege of buying bottled milk at wholesale prices, that is: five cents a pint and nine and three-quarters cents a quart.

11. Pasteurizing plants doing business within the region of Quebec must remit into the hands of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, $\frac{1}{4}$ of a cent for each 100 pounds of milk they receive. The product of the sum so remitted into the hands of the Commission will be turned over to the secretary-general of the Milk Distributors' Association of the Province of Quebec.

The present order cancels Order No. 262 published in the *Quebec Official Gazette* dated September 4, 1937 and Order No. 285 published in the *Quebec Official Gazette* dated October 9 1937, and comes into force on the day of its publication.

The secretary of said Commission is charged

de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Secrétaire, Commission de l'industrie laitière.
Québec, le 14 décembre 1937.

with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: MM. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE.
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
Secretary, Dairy Industry Commission,
Quebec, December 14th, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 321

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 décembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Beauceville;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT :

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Beauceville.

2. La région de Beauceville comprend les municipalités de Beauceville et de Beauceville-Est.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Beauceville, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

4. Les personnes recevant des secours directs, pourvu que ces ventes soient faites par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou du Comité du Chômage, paieront le lait sur une base de vingt-sept sous le gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 20 décembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE.
P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,
Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 14 décembre, 1937.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 321

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, December 14th, 1937 held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Beauceville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS :

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Beauceville.

2. The region of Beauceville includes the municipalities of Beauceville and Beauceville-East.

3. No person shall, within the limits of said region of Beauceville, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

4. Persons receiving unemployment relief shall pay milk on a basis of twenty seven cents a gallon, providing the purchases are made through the Saint Vincent de Paul Society or the Unemployment Relief Committee.

The present order will come into force on December 20th, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Québec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,
The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, December 14th, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 322

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mardi, 14 décembre 1937, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 322

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Tuesday, December 14th, 1937, held in the office of the Dairy Industry Commission in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Sainte-Marie de Beauce;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT :

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Sainte-Marie de Beauce.

2. La région de Sainte-Marie de Beauce comprend la municipalité du village de Ste-Marie.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Sainte-Marie de Beauce, offrir, vendre ou livrer, à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à quatre sous la chopine, huit sous la pinte et trente-deux sous le gallon.

4. Les personnes recevant des secours directs, pourvu que ces ventes soient faites par l'entremise de la Société Saint-Vincent-de-Paul ou du Comité du Chômage, paieront le lait sur une base de vingt-sept sous le gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 20 décembre 1937.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. Bois, président,
THEO.-J. LAFRENIERE,
P.-D. MCARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie
Laitière.

Québec, le 14 décembre 1937.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint Marie of Beauce;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS :

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly sells or delivers milk within the limits of the region of Saint Marie of Beauce.

2. The region of Saint Marie of Beauce includes the municipality of the village of Saint Marie.

3. No person shall, within the limits of said region of Saint Marie of Beauce, offer, sell or deliver, at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to four cents a pint, eight cents a quart and thirty two cents a gallon.

4. Persons receiving unemployment relief shall pay milk on a basis of twenty seven cents a gallon, providing the purchases are made through the Saint Vincent de Paul Society or the Unemployment Relief Committee.

The present order will come into force on December 20th, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,
THEO. J. LAFRENIERE,
P. D. MCARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry
Commission.

Quebec, December 14th, 1937.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 323

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance de la Commission de l'Industrie Laitière tenue à Québec, mardi le 14 décembre 1937, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, Théo.-J. Lafrenière et P.-D. McArthur, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Noranda;

LA COMMISSION DECRETE CE QUI SUIT :

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Noranda.

2. La région de Noranda comprend la municipalité de Ville de Noranda ainsi que la municipalité de ville de Rouyn.

3. Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait dosant 3.25% de matières grasses qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.55 net F.A.B., le point d'expédition par chemin de fer.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No 323

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of the Dairy Industry Commission held at Quebec, on Tuesday, December 14, 1937, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, Théo. J. Lafrenière, and P. D. McArthur, commissioners, Marc H. Hudon, secretary and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Noranda;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS :

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Noranda.

2. The region of Noranda includes the town municipalities of Noranda and Rouyn.

3. Any milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk on a 3.25% butterfat basis which he receives from them, \$2.55 net F.O.B., railroad shipping point.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à sept sous la chopine et quatorze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de la dite région de Noranda, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à six sous la chopine et douze sous la pinte.

La présente Ordonnance annule l'ordonnance No 255 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 7 août 1937 et entre en vigueur le 20 décembre 1937.

Le secrétaire de la dite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé MM. H. C. Bois, président.

THEO.-J. LAFRENIERE,

P.-D. McARTHUR.

Certifié,

M.-H. HUDON,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie

Laitière.

Québec, le 14 décembre 1937.

6601-o

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of the region of Noranda, offer, sell or deliver, at his home or at his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to seven cents a pint and fourteen cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Noranda, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to six cents a pint and twelve cents a quart.

The present order cancels Order No. 255 published in the *Quebec Official Gazette* dated August 7, 1937 and comes into force on December 20, 1937.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. Bois, president,

THEO. J. LAFRENIERE,

P. D. McARTHUR.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry

Commission.

Quebec, December 14, 1937.

6602-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 51

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:—

Morissette vs Blais..... 4723

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—..... 4703

ASSURANCES:—

La Survivance..... 4723

Missisquoi & Rouville Mutual Fire Ins.

Co..... 4739

AVIS DIVERS:—

Association Catholique des Institutrices

Rurales du district No 20..... 4724

Commission de l'Industrie laitière..... 4745

Dumaine, Cyrille..... 4725

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de Berthier-

Maskinongé..... 4724

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de Granby... 4724

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de Richelieu. 4725

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de St-Hya-

cinthe..... 4725

L'Association des Beurriers et Fromagers

de la province de Québec..... 4745

State Securities Co., Ltd..... 4724

Syndicat Catholique des Employés du

Chemin de fer Alma & Jonquière..... 4725

Syndicat Catholique des Employés du

Pouvoir de l'Île Maligne..... 4725

Syndicat National Catholique de la Pulpe

et du Papier de Dolbeau..... 4725

Syndicat Professionnel des Journalistes

de Québec..... 4724

AVIS IMPORTANT..... 4703

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Morissette vs Blais..... 4723

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—..... 4703

INSURANCES:—

La Survivance..... 4723

Missisquoi & Rouville Mutual Fire Ins.

Co..... 4739

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Association Catholique des Institutrices

Rurales du district No 20..... 4724

Dairy Industry Commission..... 4745

Dumaine, Cyrille..... 4725

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de Berthier-

Maskinongé..... 4724

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de Granby... 4724

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de Richelieu. 4725

L'Association Catholique des Fabricants

de beurre et de fromage de St-Hya-

cinthe..... 4725

L'Association des Beurriers et Fromagers

de la province de Québec..... 4745

State Securities Co., Ltd..... 4724

Syndicat Catholique des Employés du

Chemin de fer Alma & Jonquière..... 4725

Syndicat Catholique des Employés du

Pouvoir de l'Île Maligne..... 4725

Syndicat National Catholique de la Pulpe

et du Papier de Dolbeau..... 4725

Syndicat Professionnel des Journalistes

de Québec..... 4724

IMPORTANT NOTICE..... 4703

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés..... 4723

CHARTES—ABANDON DE:—

Des-Croft Stores Limited..... 4727
La Cie d'Épicerie et de Liqueurs de Hull..... 4726
Packington Realty Co., Ltd..... 4726
Schrier Bros. Inc..... 4727
State Securities Co., Ltd..... 4727

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Adath Israel Congregation and Com-
munity Centre of Outremont..... 4729
Concernant le paiement de la dette de la
paroisse de St-Jean-de-la-Croix..... 4729
Hull, cité de..... 4729
Normetal Railway Company..... 4739
Richmond ville de..... 4729
Succession Hon. Joseph Masson..... 4727
Succession Hon. Ulric-Joseph Tessier... 4728
Succession Hélène Beaune..... 4728

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

St-Ephrem, munic. scolaire de la paroisse 4722
St-Simon-de-Drummond, munic. scolaire 4741

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—

Avis de rachat des débetures..... 4742

LETTRES PATENTES:—

Barry Lake Mining Company Limited.. 4704
Granby Drive Yourself Company Limited 4705
Le Cercle d'Affaires de Val d'Or—
Val d'Or Business Club..... 4707
Le Syndicat de Construction Moderne,
Ltée..... 4718
Puisac Patin Actions Co. Ltée..... 4708
Rambler Hat Mfg. Co. Ltd..... 4708
Standard Flock Co. Ltd..... 4710
Super Trucking Company Limited..... 4712
Victoria Grill Incorporated..... 4715

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Lake Anne Club, Inc..... 4720
Victoriaville Furniture Limited..... 4720

LIQUIDATION, AVIS DE:—

The Kenogami-Jonquieres Arena Inc.... 4742

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Beurre-
rie de Lamy..... 4730
Société Coopérative Agricole de Beurre-
rie de St-Denis de la Boutellerie..... 4731
Société Coopérative Agricole de Royal-
Roussillon et Poulieries..... 4730
Syndicat d'élevage de chevaux canadiens
du district de Québec..... 4730
Syndicat d'élevage de Percherons de Ba-
got..... 4730

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Concernant les commis et comptables de
Jonquière..... 4744
Concernant les commis et comptables de
la région du Lac St-Jean..... 4745
Concernant les maréchaux-ferrants de
Victoriaville..... 4744

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills..... 4723

CHARTERS—SURRENDER OF:

Des-Croft Stores Limited..... 4727
The Hull Groceries & Liquors Co..... 4726
Packington Realty Co., Ltd..... 4726
Schrier Bros. Inc..... 4727
State Securities Co., Ltd..... 4727

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Adath Israel Congregation and Com-
munity Centre of Outremont..... 4729
Respecting the payment of the debt of
the parish of St-Jean-de-la-Croix..... 4729
Hull, city of..... 4729
Normetal Railway Company..... 4739
Richmond, town of..... 4729
Estate of Hon. Joseph Masson..... 4727
Estate of Hon. Ulric-Joseph Tessier... 4728
Estate of Hélène Beaune..... 4728

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

St-Ephrem, school munic. of the parish. 4722
St-Simon-de-Drummond, school munic. 4741

TREASURY DEPARTMENT:—

Redemption notice of debentures..... 4742

LETTERS PATENT:—

Barry Lake Mining Company Limited.. 4704
Granby Drive Yourself Company Limited 4705
Le Cercle d'Affaires de Val d'Or—
Val d'Or Business Club..... 4707
Le Syndicat de Construction Moderne,
Ltée..... 4718
Puisac Patin Actions Co. Ltée..... 4708
Rambler Hat Mfg. Co. Ltd..... 4708
Standard Flock Co. Ltd..... 4710
Super Trucking Company Limited..... 4712
Victoria Grill Incorporated..... 4715

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Lake Anne Club, Inc..... 4720
Victoriaville Furniture Limited..... 4720

WINDING UP NOTICE:—

The Kenogami-Jonquieres Arena Inc.... 4742

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Beurre-
rie de Lamy..... 4730
Société Coopérative Agricole de Beurre-
rie de St-Denis de la Boutellerie..... 4731
Société Coopérative Agricole de Royal-
Roussillon et Poulieries..... 4730
Syndicat d'élevage de chevaux canadiens
du district de Québec..... 4730
Syndicat d'élevage de Percherons de Ba-
got..... 4730

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Respecting the clerks and accountants
of Jonquière..... 4744
Respecting the clerks and accountants of
the district of Lake St. John..... 4745
Respecting the shoeing-smiths of Victo-
riaville..... 4744

MINUTES DE NOTAIRES:—

Roy, Yves..... 4722

NOMINATIONS:—

Diverses..... 4743

PROCLAMATION:—

Convocation de la Législature pour l'ex-
pédition des affaires..... 4722

VENTES—FAILLITE:—

Vallée, Ernest..... 4720

Vézina, Odilon..... 4721

VENTES PAR LES SHERIFFS:—

ARTHABASKA:—

Forest vs Morrisette..... 4732

Landry *et vir* vs Boucher..... 4731

MONTREAL:—

Biron vs Quain *et al*..... 4735

Crédit Foncier Franco-Canadien vs

Cowans..... 4732

Masson *et al* vs Lafrenière..... 4736

Montreal General Hospital vs Windsor

Investment Co., Ltd..... 4736

Morgan Trust Co. vs Benoit *et vir*..... 4734

Syndics de la paroisse de St-Jean de Ma-

tha vs Bédard..... 4734

The Prudential Ins. Co. of America vs

Languedoc *et vir*..... 4733

The Trust and Loan Co. of Canada vs

Girard..... 4735

QUÉBEC:—

Commissaires d'écoles de La Jeune Lo-
rette vs Gagnon, Jr..... 4737

RICHELIEU:—

Laprade *et al* vs Cournoyer..... 4737

RIMOUSKI:—

Harton vs Beaulieu..... 4738

SAINT-FRANÇOIS:—

Crédit Foncier Franco-Canadien vs St-
Pierre..... 4738

NOTARIAL MINUTES:—

Roy, Yves..... 4722

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous..... 4743

PROCLAMATION:—

Convocation of the Legislature for the
dispatch of business..... 4722

SALES—BANKRUPTCY:—

Vallée, Ernest..... 4720

Vézina, Odilon..... 4721

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Forest vs Morrisette..... 4732

Landry *et vir* vs Boucher..... 4731

MONTREAL:—

Biron vs Quain *et al*..... 4735

Crédit Foncier Franco-Canadien vs

Cowans..... 4732

Masson *et al* vs Lafrenière..... 4736

Montreal General Hospital vs Windsor

Investment Co., Ltd..... 4736

Morgan Trust Co. vs Benoit *et vir*..... 4734

Trustees of the parish of St-Jean de Ma-

tha vs Bédard..... 4734

The Prudential Ins. Co. of America vs

Languedoc *et vir*..... 4733

The Trust and Loan Co. of Canada vs

Girard..... 4735

QUÉBEC:—

School Commissioners of La Jeune Lo-
rette vs Gagnon, Jr..... 4737

RICHELIEU:—

Laprade *et al* vs Cournoyer..... 4737

RIMOUSKI:—

Harton vs Beaulieu..... 4738

SAINT-FRANCIS:—

Crédit Foncier Franco-Canadien vs St-
Pierre..... 4738

